

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO51

Claude CHEYSSON

(13 avril 1920 - 15 octobre 2012)

MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

Entretien n° 2 du 23 janvier 1995

Par

**Catherine Oudin, conservatrice du Patrimoine
à la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères,
et Elisabeth du Réau, professeure d'université**

PARIS

SOURCES DOCUMENTAIRES

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques/>

Bibliothèque diplomatique

<https://catalogue.bibliotheque-diplomatique.fr/>

Annuaire diplomatique et consulaire de la République française : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bd6t51005689j.r=1948annuaires%20diplomatiques%20annuaires%20diplomatiques?rk=21459;2>

Documents diplomatiques français (DDF) : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bd6t5327018c.r=1945?rk=42918;4>

Livre jaune, Inventaire (1799-1947), MAEE, Paris 2008 : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/MEAE/fr/livres-jaunes>

Bases de données documentaires

Les [Traités et accords](#)

Les [Images](#) rassemblées dans le "fonds iconographique"

Les [collections cartographiques](#)

Aujourd'hui, lundi 23 janvier 1995, deuxième entretien avec M. Claude Cheysson¹, ancien ministre des Relations extérieures, en présence de Mme Elisabeth du Réau, professeure d'université, et de Mme Catherine Oudin, conservatrice aux Archives du ministère des Affaires étrangères.

Claude Cheysson : Je n'aurai plus rien à voir avec l'Europe, si ce n'est en étant près de Mendès². Je verrai les questions européennes mais je les verrai d'un peu loin.

Oui, c'est ça.

Claude Cheysson : Je ne serai guère mêlé aux questions européennes que parce que je suis associé aux réflexions de Mendès sur les États-Unis. Mais je n'aurai pas à traiter les questions européennes. Et, par la suite, je n'aurai plus du tout à traiter les questions européennes jusqu'en 1973, au moins 1970, dans la période que vous couvrez. Je crois que sur l'Europe j'ai...

Peut-être le seul point, alors, avant d'aborder le problème, les questions concernant, disons, l'outre-mer. Vous avez quand même été à Londres, mais pour une période assez courte, me semble-t-il. Vous avez été secrétaire d'ambassade à Londres au moment où Chauvel³, effectivement, est

¹ **Claude Cheysson** (né le 13 avril 1920 à Paris et mort le 15 octobre 2012 dans la même ville) est un haut fonctionnaire et personnalité politique française. Il a été ministre des Relations extérieures sous la présidence de François Mitterrand, de mai 1981 à décembre 1984. Il a dirigé la diplomatie française durant cette période, occupant ce poste dans le cadre du premier gouvernement de Mitterrand.

² **Pierre Mendès France** (1907-1982) était une figure majeure de la politique française du XXe siècle, connu pour son engagement en faveur de la décolonisation, de la paix et de la rigueur morale en politique. Né à Paris, il a commencé sa carrière comme avocat avant de s'engager dans la vie politique dès les années 1930. Il a été député de l'Eure, maire de Louviers, et a occupé plusieurs fonctions ministérielles, notamment celles de ministre de l'Économie nationale, de ministre des Affaires étrangères, et président du Conseil des ministres en 1954. Son passage à la tête du gouvernement, bien que court (sept mois), a laissé une empreinte durable, notamment par ses efforts pour conclure la paix en Indochine avec les accords de Genève, et pour amorcer la décolonisation en Tunisie et au Maroc. Il s'est distingué par sa position ferme contre la guerre d'Algérie, ses initiatives pour moderniser l'économie française, et sa lutte contre l'alcoolisme. Très attaché à ses principes, Mendès France était reconnu pour son intégrité, sa probité et son engagement en faveur de la République. Il a également été un opposant farouche à l'extrême droite et à l'antisémitisme. Après la chute de son gouvernement, il a continué à défendre ses idées à travers ses écrits, ses conférences et son engagement dans la recherche de la paix au Proche-Orient. Sa figure reste emblématique de la politique de conviction et de l'idéal républicain en France. Son héritage est encore célébré aujourd'hui, notamment par plusieurs institutions et lieux portant son nom.

³ **Jean Chauvel** (1897-1979) était un diplomate français de grande renommée, ayant occupé plusieurs postes importants au sein du ministère des Affaires étrangères. Il a débuté sa carrière après avoir passé le concours des Affaires étrangères en 1921, avec ses premiers contacts dans le service de Giraudoux. Son parcours diplomatique inclut des missions en Chine, au Liban et en Syrie, à Vienne en Autriche, à New York auprès de l'ONU, à Berne en Suisse, et enfin à Londres. Au cours de sa carrière, il a été secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, notamment durant la période de l'après-guerre, en 1944-1949, et a joué un rôle dans la reconstruction diplomatique de la France. En 1949, il devient ambassadeur auprès de l'ONU, puis à Berne, où il négocie la fin de la guerre d'Indochine lors de la conférence de Genève en 1954. Son dernier poste diplomatique fut celui d'ambassadeur à Londres (1955-1962), où il a affronté des événements majeurs comme la crise de Suez, la signature du traité de Rome, et la guerre d'Algérie. Il a été un acteur clé dans la gestion des crises internationales et a contribué à la politique étrangère de la France durant la seconde moitié du XXe siècle. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a rejoint la résistance en zone libre, fondant un groupe de réflexion pour reconstituer les archives détruites en 1940, et a rejoint le gouvernement provisoire à Alger en 1944. Jean Chauvel était grand-croix de la Légion d'honneur, ainsi que de plusieurs autres ordres étrangers. En tant qu'écrivain, il a publié des recueils de poésie et des études, notamment sur Rimbaud, et a laissé une œuvre littéraire reconnue pour sa noblesse et sa finesse. Il a été proche de figures comme Alexis Léger (Saint-John Perse), Pierre-Jean Jouve, et Marguerite Yourcenar. Son rôle dans la diplomatie française est marqué par sa capacité à naviguer dans des périodes de crise et à défendre les intérêts de la France à l'étranger. Jean Chauvel est considéré comme une figure majeure de la diplomatie française du XXe siècle, reconnu pour ses compétences, son engagement patriotique, et ses contributions à la politique étrangère de la France.

nommé ambassadeur pour succéder à René Massigli⁴. Est-ce que vous avez un souvenir de cette période qui est d'ailleurs assez brève ? C'est le printemps 1955.

Claude Cheysson : Je n'ai pas grand souvenir de cette période mais je vous rappelle comment je suis allé à Londres.

Voilà, c'est ça qui nous intéresse.

Claude Cheysson : J'ai donc été au cabinet de Mendès. Mendès est renversé et, moi, je suis tout à fait en l'air puisque je n'ai encore jamais été au Québec.

Oui, c'est ça.

Claude Cheysson : Je n'ai pas bonne presse dans le milieu MRP⁵, etc... qui domine à ce moment-là. Chauvel qui, me semble-t-il, a apprécié mon travail dans le cadre de la conférence de Genève⁶

⁴ **René Massigli** (1888-1988) était un diplomate français de renom, ayant joué un rôle majeur dans la politique étrangère de la France tout au long du XXe siècle. Son parcours s'étend de la Première Guerre mondiale à la fin des années 1950, avec une expertise particulière sur l'Allemagne et la Société des Nations. Durant la Première Guerre mondiale, il rejoint le service diplomatique français, notamment en analysant la presse allemande. Il occupe des fonctions importantes au sein du Quai d'Orsay, notamment comme secrétaire général de la Conférence des Ambassadeurs (1920-1931). Il s'oppose à l'apaisement face aux dictatures et collabore avec des figures comme Philippe Berthelot et Alexis Léger. Dans les années 1930, il se distingue par sa méfiance envers l'Allemagne nazie et ses efforts pour renforcer la sécurité française, notamment par le biais de la diplomatie de détente et de négociations comme le traité de Locarno. Après l'occupation de la France, il rejoint la France Libre en 1943, devenant commissaire aux Affaires étrangères dans le gouvernement de Gaulle. De 1944 à 1954, il est ambassadeur en Grande-Bretagne, où il défend une relation forte entre la France et le Royaume-Uni, s'opposant aux idées d'Europe fédérale proposées par Jean Monnet. Il termine comme secrétaire général du Quai d'Orsay en 1956, laissant une œuvre marquée par son engagement pour une diplomatie active, fidèle aux valeurs républicaines et à la souveraineté nationale. Massigli a été un défenseur d'une politique étrangère basée sur la coopération franco-britannique, la méfiance envers la fédéralisation européenne, et la préservation de la souveraineté française face aux pressions américaines et allemandes. Son rôle de haut fonctionnaire lui a permis d'influencer les grands débats de la politique extérieure française, tout en restant soumis aux limites de l'appareil diplomatique. Il a publié notamment ses mémoires, *Une comédie des erreurs* (1978), qui revient sur ses années d'activité diplomatique et ses réflexions sur la construction européenne et la politique étrangère française. René Massigli est considéré comme l'un des diplomates français les plus influents du XXe siècle, incarnant une diplomatie de caractère, fidèle à ses principes, et profondément engagée dans la défense des intérêts de la France.

⁵ **Le Mouvement républicain populaire (MRP)** était un parti politique français existant de 1944 à 1967. Il se présentait comme un mouvement démocrate-chrétien, centriste, europhile et partisan d'une vision non-conservatrice et sociale du catholicisme politique. Héritier du Parti démocrate populaire et de mouvements régionaux tels que l'Union populaire républicaine (Alsace) et l'Union républicaine lorraine, il se voulait le parti des résistants démocrates-chrétiens souhaitant dépasser le clivage droite-gauche, notamment en étant fidèle à l'esprit de la Résistance. Créé à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le MRP s'inscrit dans le mouvement européen de démocrates-chrétiens apparu après la guerre. Il a été fondé sur les bases de l'ancien Parti démocrate populaire, en réaction à l'abandon du projet d'un parti unique issu de la Résistance, et s'est constitué autour de résistants, catholiques sociaux, syndicalistes chrétiens et mouvements de jeunesse catholiques. Son objectif était de proposer une vision sociale et non-conservatrice du catholicisme politique, tout en étant en conflit avec d'autres partis sur la question de la laïcité. Le MRP a rapidement connu un succès électoral, devenant l'un des trois grands partis de la IVe République, notamment lors des premières élections en 1945 et 1946. Il a participé à la formation de gouvernements de coalition, souvent en tant que force centrale, avec des leaders comme Georges Bidault, Robert Schuman et Pierre Pflimlin. Le parti a joué un rôle clé dans la construction européenne, notamment avec la proposition de la création de la CECA en 1950, et a soutenu la Communauté européenne de défense (CED). À partir de 1947, le MRP a connu une baisse de son influence électorale, perdant une partie de ses électeurs au profit d'autres formations. Il a été impliqué dans la coalition de la Troisième force, visant à préserver la stabilité de la IVe République face aux extrêmes. Cependant, face aux divergences internes, notamment sur la question algérienne, et à la montée du gaullisme, le parti a progressivement perdu de son influence. Après la fondation du Rassemblement du peuple français (RPF) par de Gaulle en 1947, le MRP s'est éloigné de la fidélité à de Gaulle, et ses résultats électoraux ont continué de se dégrader. En 1966, le MRP a fusionné avec d'autres formations pour devenir le Centre démocrate, qui a ensuite évolué vers le Centre des démocrates sociaux (CDS). En 1967, il a disparu en tant que parti distinct, ses membres rejoignant d'autres formations politiques. Malgré sa dissolution, le MRP a laissé un héritage important dans la construction européenne et dans la politique centriste en France.

dont il a été le responsable de bout en bout, lui, très aimablement me fait venir à Londres où je passerai peu de temps puisque de Londres, je reviendrai au cabinet de Savary⁷. Je n'ai pas grand souvenir de mon séjour à Londres.

Oui, c'est ça, vous êtes jeune secrétaire d'ambassade.

Claude Cheysson : Oui, je suis "hébergé" par Chauvel qui a de la sympathie pour moi.

C'est la période où sont signés les accords permettant à l'Allemagne d'entrer à l'OTAN⁸ à ce moment-là. Et puis, il y a la conférence de Genève qui est en cours. C'est le moment également où

⁶ **La conférence de Genève** de 1954 s'est tenue du 26 avril au 21 juillet 1954 en Suisse, réunissant des représentants de plusieurs États, notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique, la France, la Chine, la République démocratique du Vietnam (Vietminh), ainsi que le Laos, le Cambodge et l'État du Vietnam (plus tard le Sud-Vietnam). Son objectif principal était de résoudre la guerre d'Indochine, marquée par la défaite française à Dien Bien Phu. Principaux résultats et accords : fin des hostilités. La conférence a abouti à des accords de cessez-le-feu séparés pour le Cambodge, le Laos et le Vietnam, avec une déclaration finale non signée. Division du Vietnam : le pays a été provisoirement divisé en deux zones au 17^e parallèle, avec une zone nord sous l'autorité de la République démocratique du Vietnam (Nord-Vietnam) et une zone sud sous l'influence de la France et du Sud-Vietnam. Retrait des forces françaises : La France a accepté de retirer ses troupes des territoires indochinois, avec des délais et modalités précis. Élections : Des élections générales étaient prévues en juillet 1956 pour réunifier le Vietnam, sous contrôle international, mais elles n'ont pas été organisées, notamment par le refus du Sud-Vietnam. Respect de la souveraineté : Les accords insistaient sur le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États concernés, tout en interdisant la formation d'alliances militaires ou l'établissement de bases étrangères dans ces pays. Engagements et déclarations annexes : Les gouvernements du Cambodge, du Laos et du Vietnam ont exprimé leur volonté d'intégrer tous leurs citoyens dans la communauté nationale et de garantir leurs droits et libertés. La France a confirmé sa disposition à retirer ses troupes et à respecter l'indépendance et la souveraineté des États indochinois. Les participants se sont engagés à respecter la non-ingérence dans les affaires intérieures des États signataires. La conférence a marqué la fin de la guerre d'Indochine, mais aussi le début de tensions qui mèneront à la guerre du Vietnam. Les accords ont été conçus pour instaurer une paix provisoire, mais leur mise en œuvre a été compromise par le refus du Sud-Vietnam d'organiser les élections et par l'ingérence des États-Unis, qui souhaitaient soutenir le régime de Ngô Đình Diệm. La conférence de Genève de 1954 a été un moment clé dans l'histoire de l'Indochine, établissant une division provisoire du Vietnam et posant les bases d'une paix fragile, dont les conséquences se sont prolongées dans les décennies suivantes.

⁷ **Alain Savary**, né le 25 avril 1918 à Alger et mort le 17 février 1988 à Paris, est un homme politique français, compagnon de la Libération, membre de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), du Parti socialiste unifié (PSU), et enfin du Parti socialiste (PS), dont il est premier secrétaire de 1969 à 1971. Il a été une figure majeure de la politique française, notamment en tant que ministre de l'Éducation nationale de 1981 à 1984 sous le gouvernement de Pierre Mauroy. Son mandat a été marqué par des initiatives importantes telles que la création des zones d'éducation prioritaires (ZEP) et le projet de loi Savary visant à unifier le service public de l'éducation, qui a finalement été retiré, conduisant à sa démission. Ministre de l'Éducation nationale (1981-1984), il a initié des réformes éducatives, notamment la circulaire Savary sur les langues régionales et la loi de réforme de l'enseignement supérieur en 1983. Président du Conseil régional de Midi-Pyrénées (1974-1981), il a travaillé sur le développement régional, notamment la modernisation scientifique et industrielle. Il a été élu dans la Haute-Garonne de 1973 à 1981, et auparavant à Saint-Pierre-et-Miquelon de 1951 à 1958. Secrétaire général du Parti socialiste (PS) de 1969 à 1971, il a tenté de renouveler la stratégie de la gauche socialiste sans parvenir à supplanter François Mitterrand. Il a été secrétaire d'État chargé des affaires marocaines et tunisiennes en 1956, jouant un rôle dans la décolonisation de ces pays. Alain Savary est reconnu pour sa probité, son courage et son engagement dans la réforme de l'éducation et la décolonisation. Son projet de loi sur l'éducation, bien que retiré, a marqué une étape importante dans la réflexion sur la pédagogie et l'organisation scolaire en France. Plusieurs institutions portent son nom, notamment des écoles et un lycée professionnel à Arras.

⁸ **L'Organisation du traité de l'Atlantique nord** (*North Atlantic Treaty Organization*) est l'organisation politico-militaire mise en place par les pays signataires du traité de l'Atlantique nord afin de pouvoir remplir leurs obligations de défense et de sécurité collectives. Elle est le plus souvent désignée par son acronyme OTAN, qui est prononcé (en anglais NATO), mais elle est aussi fréquemment nommée l'Alliance atlantique ou l'Alliance nord-atlantique, plus rarement l'Alliance euro-atlantique ou l'Alliance transatlantique, ou parfois, encore plus brièvement, l'Alliance. Le texte de ce traité, signé le 4 avril 1949, établit le Conseil de l'Atlantique nord (CAN), et met en place une alliance militaire défensive contre toute attaque armée contre l'un de ses membres en Europe^[c], en Amérique du Nord ou dans la région de l'Atlantique Nord au nord du tropique du Cancer. Le choc provoqué par le déclenchement de la guerre de Corée conduit le CAN à décider fin 1950 la création d'une organisation militaire intégrée permanente, qui constitue encore actuellement la marque distinctive de l'OTAN et lui assure des capacités militaires qu'aucune autre alliance de défense ne possède. Sous le vocable OTAN, l'usage a prévalu d'englober l'alliance juridiquement conclue par les pays signataires du traité de l'Atlantique nord, et l'organisation civile et militaire mise en place pour en rendre opérants les objectifs. La France toutefois

sont ratifiés les accords concernant l'Autriche. Mais, au fond, vous ne souhaitez pas tellement témoigner sur cette période parce que c'est quand même une période vraiment très courte.

Claude Cheysson : Très courte et tout à fait neutre.

Voilà. Donc, il est préférable peut-être que nous revenions alors au dossier indochinois, si vous voulez bien, et nous souhaitons savoir si vous aviez reçu l'envoi du rapport.

Claude Cheysson : Bien sûr.

Nous avons trouvé ce rapport vraiment extrêmement intéressant. Alors, la question que nous nous posons à propos de ce rapport, c'était de savoir au fond dans quelles circonstances, il avait pu être envisagé, si je comprends bien, au Quai d'Orsay, par qui, d'avoir des contacts plus étroits avec le Viêt Nam Nord parce qu'au fond, vous laissez entendre qu'il n'est peut-être pas tellement opportun à ce moment-là, vous écrivez en août 1954, de développer davantage des relations plus étroites avec le Viêt Nam puisque vous dites que nous pouvions être tentés par une politique d'entente étroite avec le Viêt Minh⁹. Mais, au fond, vous concluez en parlant de la

a fait exception en décidant en 1966, tout en restant membre de l'Alliance atlantique, de quitter l'organisation militaire intégrée, dont elle est redevenue membre à part entière en 2009. L'Alliance voit le jour dans le contexte général des débuts de la guerre froide et plus spécifiquement pendant le blocus de Berlin exercé par les Soviétiques. Elle a pour vocation initiale, selon l'exposé des motifs, d'assurer la sécurité de l'Europe occidentale en instaurant un couplage fort avec les États-Unis, seul moyen aux yeux des Européens après la Seconde Guerre mondiale de se prémunir contre toute tentative expansionniste de l'Union soviétique. Selon le mot de son premier secrétaire général, Lord Ismay, le rôle de l'OTAN consiste à « garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle ». L'OTAN constitue le noyau dur du bloc de l'Ouest. De sa création à 1991, l'adversaire désigné de l'OTAN est l'URSS qui forme elle-même le pacte de Varsovie en 1955 à la suite de l'adhésion de la RFA à l'OTAN et à son réarmement. L'OTAN s'organise donc pour faire face à cette menace par la définition de concepts stratégiques touchant notamment les questions relatives aux armes nucléaires, par la planification coordonnée entre tous ses membres de leurs moyens militaires, et par des commandements intégrés par zone géographique, dont le SHAPE est de loin le plus important. Depuis la dissolution de l'URSS et la fin de la guerre froide en 1991, l'Alliance atlantique a perduré malgré la disparition de sa principale raison d'être initiale. Elle a procédé à son élargissement à d'anciens pays du bloc de l'Est et d'anciennes républiques de l'Union soviétique. Elle a pris en compte de nouvelles crises et menaces comme les conflits nationalistes dans l'ex-Yougoslavie, l'essor du terrorisme international ou la lutte contre la prolifération des « armes de destruction massive », en conséquence desquelles l'OTAN a revu en profondeur son concept stratégique et son organisation civile et militaire à plusieurs reprises. Elle a développé une politique systématique de partenariats en Europe et dans le monde, au titre de laquelle les pays de l'Alliance ont établi depuis 1994 un partenariat pour la paix (PPP) avec la Russie, les pays de sa zone d'influence et avec les pays neutres d'Europe occidentale. L'OTAN a aussi mis en place en 2002 avec l'UE une relation privilégiée, l'Identité européenne de sécurité et de défense (IESD), qui permet à cette dernière de bénéficier de moyens de l'OTAN pour certaines opérations entrant dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune. Le siège de l'OTAN, initialement situé à Londres puis à Paris (dans les locaux désormais occupés par l'université Paris-Dauphine - PSL), se trouve depuis 1966 dans le quartier bruxellois de Haren en Belgique, et son principal commandement militaire, le SHAPE, initialement installé en France à Louveciennes, se trouve aujourd'hui à Maisières, également en Belgique.

⁹ **Le Viêt Minh**, également orthographié Viet-Minh, Viêt-Minh ou Vietminh, est une organisation politique et paramilitaire vietnamienne créée en 1941 suite à une décision du huitième plénum du Parti communiste indochinois, dans un contexte d'occupation japonaise et de faiblesse de la puissance coloniale française. Le Viêt Minh se présente comme un front commun regroupant des nationalistes de toutes obédiences, visant à lutter pour l'unité et l'indépendance du Viêt Nam. Ce dernier est alors sous contrôle français et composé de deux protectorats (le Tonkin au nord, l'Annam au centre) et d'une colonie (la Cochinchine au sud). En pratique, la direction du Viêt Minh est toujours nettement dominée par les communistes, dont le principal dirigeant est Hồ Chí Minh. L'Armée populaire vietnamienne est créée par Võ Nguyên Giáp en tant que branche armée du Viêt Minh. En septembre 1945, Hồ Chí Minh proclame l'indépendance de la République démocratique du Viêt Nam (RDVN) après la capitulation japonaise. Le Viêt Minh mène une lutte contre la France, qui aboutit en 1954 aux accords de Genève, reconnaissant le Nord du Vietnam comme la République démocratique du Viêt Nam. En 1951, le Viêt Minh est officiellement rebaptisé Liên Việt (Front national uni du Viêt Nam), intégrant diverses factions nationalistes mais le nom de *Viêt Minh* demeura d'usage jusqu'à la fin de la guerre d'Indochine pour désigner les indépendantistes et leurs forces armées. En 1954, la guerre d'Indochine se termine, et la France reconnaît la RDVN au nord du 17^e parallèle. À partir de 1955, un nouveau mouvement, le Viêt

mission Sainteny¹⁰ : “Il ne saurait être question de lui confier actuellement une mission politique plus poussée, ni à plus forte raison de le charger de mener au nord une politique symétrique de celle que le commissariat poursuit au sud.” Et donc, vous donnez un certain nombre d’éléments, je crois, d’explications dans votre rapport.

Est-ce que vous souhaitez ajouter quelque chose ou rappeler votre état d’esprit à ce moment-là ou les informations dont vous disposiez, au fond ?

Claude Cheysson: Certainement. D’abord, je rappelle que ce rapport, je le fais en rentrant du Vietnam où Mendès m’a envoyé aussitôt les accords de Genève, l’expression “ accords de Genève ” est en fait fausse. Aussitôt, la conclusion de la conférence de Genève acquise, en me demandant principalement d’essayer d’expliquer aux militaires pourquoi, comment nous avons conclu. Je crois que Mendès est intéressé par ce que je lui ai raconté de la fin de mon séjour au Vietnam où ce n’est pas très logique de prendre l’affaire en arrière, avec un flash-back où j’ai eu l’idée complètement saugrenue, dont je ne suis pas particulièrement fier, de me faire rappeler en activité parce que je viens d’être écarté de la mission que j’avais auprès du gouvernement Nguyen Van Tăm¹¹, qui fait

Cộng, se développe dans le sud, s’opposant au régime de la République du Viêt Nam et participant à la guerre du Vietnam. Le Viêt Minh est fortement soutenu par la Chine et l’Union soviétique, adoptant une idéologie communiste marquée par le marxisme-léninisme, le nationalisme vietnamien, et l’anti-impérialisme. Son nom et son héritage demeurent importants dans l’histoire de l’indépendance vietnamienne, même après la transformation en Liên Viêt et la fin de la guerre d’Indochine.

¹⁰ **Jean Sainteny**, né Jean Roger le 29 mai 1907 au Vésinet et mort le 25 février 1978 à Paris, est un homme politique français, Compagnon de la Libération. En mai 1949, il est autorisé à porter officiellement son pseudonyme de résistant : *Sainteny*. Il étudie à Paris, aux lycées Condorcet et Janson-de-Sailly. Il intègre la banque de l’Indochine qui l’envoie en Indochine française en 1929. Il rentre en France en 1932 pour fonder une affaire d’assurances-conseil. En 1946, il est commissaire de la République pour le Tonkin et l’Annam du Nord et négocie avec Hồ Chí Minh. Il est à l’origine d’un accord avec le dirigeant Viêt Minh pour que l’Indochine demeure dans l’Union française : l’accord Hô-Sainteny, qui devient caduc avec l’éclatement de la guerre d’Indochine. Dès lors, les partisans de la négociation étant devenus minoritaires, Sainteny ne joue plus qu’un rôle secondaire sur le théâtre indochinois. Il est blessé dans une embuscade. Après les accords de Genève de 1954, il retourne à Hanoï comme délégué du gouvernement français auprès du Nord Viêt Nam. Il est commissaire général au Tourisme de 1959 à 1962. Élu député UNR-UDT en 1962 de la deuxième circonscription de la Seine (2^e et 3^e arrondissement de Paris), il entre au gouvernement Georges Pompidou en qualité de ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre. Il est titulaire de ce portefeuille entre le 28 novembre 1962 et le 8 janvier 1966. De l’année 1967 à 1972, il est administrateur d’Air France. Il est également administrateur de l’Institut International d’administration publique en 1967, et fondateur et président de l’Office général de l’air en 1969 et du Fonds français pour la nature et l’environnement en 1970. En 1969, il fonde l’Institut international bouddhique qui donne lieu à la création de la pagode du bois de Vincennes. À la cérémonie d’ouverture de cette pagode, il a prononcé un discours remarqué. À partir de l’année 1970, il sert d’intermédiaire entre Henry Kissinger et l’ambassadeur de Chine à Paris pour établir des contacts avec Zhou Enlăi, ce qui conduit au voyage de Richard Nixon à Pékin en février 1972. Le général de Gaulle le nomme membre du Conseil constitutionnel en 1968. Il y reste jusqu’à la fin de son mandat en 1977. Pour lui rendre hommage, l’Académie des sciences morales et politiques distribue annuellement un prix Jean-Sainteny, destiné « à couronner un ouvrage concernant le développement politique, économique ou culturel ou les relations internationales, notamment en Asie du Sud-Est et en Afrique, dans l’esprit qui fut celui de l’action de Jean Sainteny ».

¹¹ **Nguyen Van Tăm** (1895-1990) était un homme politique vietnamien, connu pour avoir été le chef du gouvernement de l’État du Vietnam de 1952 à 1954. Il était également surnommé « le tigre de cai Lăy » ou « le doc phu Tăm »- (un titre de hiérarchie mandarinale). Né en 1895 dans la province de Tây Ninh, il a étudié au lycée Chasseloup-Laubat de Saïgon puis à l’École de droit de Hanoï. Initialement instituteur, il a intégré l’administration coloniale française en Cochinchine. Il a été un fervent partisan des Français, obtenant la nationalité française en 1927. Pendant la période de la guerre d’Indochine, il a occupé plusieurs fonctions, notamment chef de la Sûreté générale indochinoise et ministre de l’Intérieur. En 1952, il est devenu Premier ministre de l’État du Vietnam, sous la présidence de Băo Dai, jusqu’à sa démission en décembre 1953. Son gouvernement était marqué par une politique

partie du système Bao Dai¹². Je viens d'être écarté par Bidault¹³ qui estime que les deux ou trois conseillers qui ont été détachés auprès du gouvernement vietnamien, sont beaucoup trop favorables à l'indépendance du Vietnam. Alors, je refais le flash-back concret. Oui, voilà, c'est un bon moment, un super moment. Je suis donc recruté au Vietnam alors que j'étais à Bonn et qu'on cherchait un jeune du Quai d'Orsay pour être ce que l'on appelait conseiller diplomatique adjoint du... C'était un gouverneur général ou haut-commissaire, je ne me rappelle pas.

Oui, il était encore haut-commissaire.

Claude Cheysson : Et les différents dossiers étant montrés au maréchal Delattre¹⁴, il met le doigt sur le mien parce que j'ai une belle Croix de guerre. Ça n'a vraiment rien à voir avec le fond. Je

répressive et brutale contre les communistes, ce qui lui a valu une forte opposition. Il a quitté la vie politique en 1954, puis a vécu en exil en France, où il est décédé en 1990.

¹² **Bảo Đại** est le nom d'intronisation du prince Nguyễn Phúc Vĩnh Thụy, fils unique de l'empereur Khải Định, né le 22 octobre 1913 au palais Doan Trang Vien de Huế dans le protectorat français d'Annam et mort le 31 juillet 1997 à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris. Treizième et dernier monarque de la dynastie des Nguyễn, il est aussi le dernier empereur du Viêt Nam ; il règne sous la colonisation française, alors que la dynastie n'exerce plus qu'une souveraineté symbolique sur les protectorats de l'Annam et du Tonkin. Partisan de l'indépendance, il abdique malgré lui le 25 août 1945, remettant les symboles de sa souveraineté, le sceau et l'épée d'or, à une délégation Việt Minh, alors que l'Indochine française se trouve en plein chaos (épisode dit de la révolution d'août). Il est conservé par les indépendantistes comme « conseiller politique ». En 1949, durant la guerre d'Indochine, il est ramené au pouvoir par les Français, non plus avec le titre d'empereur mais avec celui de chef de l'État du Viêt Nam. En 1955, il est renversé par son Premier ministre, Ngô Đình Diệm, et passe le reste de sa vie en exil.

¹³ **Georges Bidault**, né le 5 octobre 1899 à Moulins (Allier) et mort le 27 janvier 1983 à Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), est un résistant et un homme d'État français. Après avoir combattu lors de la guerre de 1914-1918, il adhère au Parti démocrate populaire (PDP) et devient rédacteur en chef du quotidien catholique *L'Aube*. Engagé volontaire au début de la Seconde Guerre mondiale, il est emprisonné pendant plus d'un an. Compagnon de la Libération, il devient président du Conseil national de la Résistance (CNR) à la suite de la disparition de Jean Moulin en 1943, et descend les Champs-Élysées derrière le général de Gaulle lors de la libération de Paris. À l'origine de la fondation du Mouvement républicain populaire (MRP), il est plusieurs fois ministre entre 1944 et 1954 (vice-président du Conseil, Affaires étrangères, Défense nationale). Il préside le Gouvernement provisoire de la République française de juin à décembre 1946 et occupe la présidence du Conseil des ministres d'octobre 1949 à juin 1950. Ministre des Affaires étrangères à trois reprises, il est l'un des acteurs clés de la politique étrangère de la France durant la IV^e République. Député de la Loire, il soutient le retour du général de Gaulle au pouvoir dans le cadre de la crise de mai 1958. Mais partisan déterminé de l'Algérie française, il cofonde un nouveau Conseil national de la Résistance, ce qui le conduit à s'exiler. Rentré en France en 1968, il ne retrouve pas de responsabilités de premier plan. Une rumeur fait de lui l'un des cofondateurs du Front national avec Jean-Marie Le Pen en 1972, dont il se serait éloigné au bout de quelques semaines.

¹⁴ **Jean de Lattre de Tassigny**, né le 2 février 1889 à Mouilleron-en-Pareds (Vendée) et mort le 11 janvier 1952 à Neuilly-sur-Seine, est un officier général français. Figure importante de la Seconde Guerre mondiale, compagnon de la Libération, il est élevé à la dignité de maréchal de France à titre posthume. Jeune officier lors de la Première Guerre mondiale, il se bat sur différents fronts, dont Verdun. Il est blessé cinq fois et termine la guerre avec huit citations, la Légion d'honneur et la *Military Cross*. Dans l'entre-deux-guerres, il participe à la guerre du Rif au Maroc, où il est de nouveau blessé. Il effectue ensuite une carrière d'officier d'état-major et de commandant de régiment. Au début de la Seconde Guerre mondiale, en mai-juin 1940, plus jeune général de France (jusqu'à la nomination à ce même grade de Charles de Gaulle le 25 mai), commandant la 14^e division d'infanterie lors de la bataille de France, il tient tête à la Wehrmacht à la bataille de Rethel, dans les Ardennes, puis sur la Loire, continuant à se battre jusqu'à l'armistice du 22 juin 1940. Sous le régime de Vichy, il reste dans l'Armée d'armistice, où il occupe des postes de commandement à l'échelon régional, puis comme commandant en chef des troupes en Tunisie. Commandant de la 16^e division militaire à Montpellier le 11 novembre 1942, lorsque la zone libre est envahie par les troupes allemandes, à la suite du débarquement des Alliés en Afrique du Nord, il est arrêté et condamné à dix ans de prison, pour avoir désobéi au gouvernement, et, seul général en activité à le faire, ordonné à ses troupes de s'opposer aux Allemands. Il parvient à s'évader et rallie le CFLN à Alger, fin 1943. Après son ralliement à de Gaulle, il est l'un des grands chefs de l'Armée de Libération entre 1943 et 1945, s'illustrant à la tête de la 1^{re} armée, qui, après le débarquement de Provence du 15 août 1944, mène la campagne victorieuse, dite « Rhin et Danube », contre le Troisième Reich. Il est le seul général français de la Seconde Guerre mondiale à avoir commandé de grandes unités américaines. Il est le représentant français à la signature de la capitulation allemande à Berlin, le 8 mai 1945, aux côtés d'Eisenhower, Joukov, et Montgomery. Commandant en chef des forces françaises en Allemagne en 1945, il devient inspecteur général de l'Armée de terre et chef d'État-Major général de la Défense nationale en 1947. De 1948 à 1950 auprès du maréchal Montgomery, il est le premier commandant en

pars donc pour le Viêt Nam et, pendant que je suis sur ce *Félix-Roussel*¹⁵ qui m'amène là-bas (le trajet par bateau est long), Delattre meurt. Je me trouve donc à l'arrivée là-bas, avec comme patron Raymond Franck, qui est conseiller diplomatique à ce moment-là et Letourneau¹⁶, ministre des... Comment ça s'appelait ? Ministre des Affaires indochinoises ? Les États associés¹⁷, ministre des États associés, que j'étais allé saluer avant mon départ, est nommé commissaire, je crois, haut-commissaire au Viêt Nam. Excusez-moi, je ne me sens aucune sympathie particulière pour ce personnage. La réaction des gens qui se sont battus pendant la guerre par rapport à des gens dont le

chef des Forces terrestres de l'Europe occidentale. Fin 1950, il est envoyé redresser la situation sur le front indochinois, et cumule alors les postes de gouverneur de l'Indochine et de commandant en chef du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient. Il remporte en 1951 plusieurs victoires importantes contre le Viêt Minh, mais, atteint par la maladie (métastases cancéreuses à la hanche), il doit quitter l'Indochine dès la fin de l'année, pour se faire soigner en France. Mort le 11 janvier 1952, il reçoit des funérailles nationales, pendant lesquelles il est fait maréchal de France à titre posthume le 15 janvier, jour de ses obsèques.

¹⁵ **Le Félix Roussel** est un paquebot français de la Compagnie des messageries maritimes, lancé le 17 décembre 1929 à Saint-Nazaire. Revendu en 1955 à la compagnie Arosa Lines, il est renommé *Arosa Sun*. À partir de 1960, il sert d'hôtel flottant pour les ouvriers d'une société néerlandaise à Ijmuiden. Il est le *sister-ship* du *Georges Philippart* et de l'*Aramis*. Durant L'après-guerre, le *Félix Roussel* reprend son service civil en 1946 sur la ligne de l'Extrême-Orient, puis subit une refonte importante à Dunkerque. Ses deux cheminées petites et carrées sont remplacées par une seule cheminée plus haute et ovale. Après cette refonte, il reprend son service le 22 septembre 1950 et reste sur cette ligne jusqu'en 1955. À cette date, il est revendu à la compagnie suisse Arosa Lines qui l'exploite sous le pavillon de Panama sur la ligne Bremerhaven-Québec. La compagnie rachète deux ans plus tard un autre prestigieux navire de la Compagnie des messageries maritimes, *La Marseillaise*. En 1960 la compagnie fait faillite, et le *Félix Roussel*, renommé *Arosa Sun*, est vendu à une société sidérurgique hollandaise qui l'utilise comme hôtel flottant pour ses ouvriers à Ijmuiden. Le navire est finalement démoli à Bilbao en 1974.

¹⁶ **Jean Letourneau** est un homme politique français, né le 18 septembre 1907 au Lude (Sarthe) et mort à Paris le 16 mars 1986. Il a occupé plusieurs fonctions ministérielles importantes dans le gouvernement français. Il a été ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones à partir du 27 janvier 1946 dans le gouvernement Gouin, jusqu'au 24 novembre 1946. Il a notamment travaillé sur un projet de loi concernant l'acheminement des colis postaux. Il a été ministre du Commerce du 22 janvier 1947 au 9 mai 1947 dans le gouvernement Ramadier. Il a également dirigé le portefeuille de la reconstruction et de l'urbanisme du 9 mai au 20 novembre 1947 ; ministre de la France d'Outre-mer du 28 octobre 1949 au 24 juin 1950, confronté aux problèmes coloniaux après la Seconde Guerre mondiale, puis finalement ministre d'État chargé des Relations avec les États associés du 12 juillet 1950 au 21 mai 1953. Il a joué un rôle clé dans la politique française en Indochine durant cette période, avec une responsabilité particulière dans la gestion de la crise indochinoise, notamment en tant que haut-commissaire de la France en Indochine après la mort du général de Lattre de Tassigny en 1952.

¹⁷ L'Union française, mise en place par la constitution de 1946, prévoit la création d'États associés. Les composantes de l'Indochine française (Annam, Tonkin, Cochinchine, Laos et Cambodge) forment trois États associés :

. État du Viêt Nam (déclaration d'indépendance le 14 juin 1949, retrait de l'Union française à la suite des accords de Genève du 20 juillet 1954) ;

. Royaume du Cambodge (indépendant le 9 novembre 1953, retrait de l'Union française après les accords de Genève) ;

. Royaume du Laos (déclaration d'indépendance le 19 juillet 1949, maintien au sein de l'Union française jusqu'à la fin de la Quatrième République en 1958).

Le poste de ministre des Relations avec les États associés est créé à cet effet par les gouvernements français de la Quatrième République de 1950 à 1956. En 1953, il est remplacé par un poste de secrétaire d'État :

. 2 juillet 1950 - 12 juillet 1950 : Paul Reynaud

. 12 juillet 1950 - 11 août 1951 : Jean Letourneau

. 20 janvier 1952 - 8 mars 1952 : Jean Letourneau

. 8 mars 1952 - 28 juin 1953 : Jean Letourneau

. 2 juillet 1953 - 3 juin 1954 : Marc Jacquet

. 3 juin 1954 - 19 juin 1954 : Édouard Frédéric-Dupont

. 19 juin 1954 - 23 février 1955 : Guy La Chambre

. 1^{er} mars 1955 - 20 octobre 1955 : Henri Laforest

. 20 octobre 1955 - 24 janvier 1956 : Jean Lecanuet

profil n'est pas particulièrement musclé. Donc, j'accepte tout de suite celui qui est alors proposé, qui est nommé auprès du président du Conseil du Vietnam¹⁸. Il demandait un conseiller et je suis donc nommé conseiller au Vietnam. Pendant les 18 mois, à peu près, que je vais passer là, je vais donc en milieu vietnamien. C'est une période où je suis convaincu qu'il faut accorder l'indépendance au Vietnam. Je suis très frappé, d'abord, par la qualité des Vietnamiens. C'est un grand peuple, c'est une grande civilisation, c'est une culture. C'est un peuple qui a construit son nationalisme à travers les pires épreuves, dans des conditions impérialistes d'ailleurs très remarquables. La descente depuis le nord vers le sud, descente que nous avons interrompue avant qu'elle n'atteigne le Cambodge, mais tout juste. Des conditions dans lesquelles s'est faite la construction du Vietnam, mais également sa capacité de résistance aux Chinois.

Tout le monde parle des sœurs, je ne sais plus comment elles s'appellent, héroïnes au XI^e siècle dans une guerre contre la Chine, la Chine essayant de conquérir le Vietnam du Nord. À ce moment-là, il n'y a que le Vietnam du Nord. Tout ça me convainc que ce peuple a droit à sa personnalité, son identité. C'est un raisonnement très simpliste. N'oubliez pas mon âge, n'oubliez pas ce que j'ai connu. Je ne supporte pas d'être l'Allemand du Vietnam. Vous me direz que je suis conseiller d'un gouvernement qui collabore avec la France, collabore au sens Vichy, c'est vrai. Mais je sais combien il en souffre et je sais combien derrière les différents hommes de ce gouvernement, il y a de nationalistes.

Le président Tăm, président du Conseil, a cinq enfants. Sa fille aînée est mariée à quelqu'un dont on ne parle jamais mais dont on saura après ça qu'il était le chef du service de Santé du Viêt Minh. Son fils aîné, brillant en mathématiques, a été envoyé en France où il était en taube. Il n'a pas été reçu à l'X¹⁹ mais à l'École de l'air²⁰ et, du coup, il fait toutes les guerres. Il passe en Angleterre, il

¹⁸ **Le Conseil du Vietnam.** En 1951, le Vietnam était divisé politiquement, avec l'État du Vietnam, un État associé à l'Union française, qui coexistait avec le Viêt Minh communiste. L'État du Vietnam avait été créé en 1949 avec Saïgon comme capitale. Chef de l'État, Bảo Đại (Bao Dai), est également l'empereur du Vietnam, il est le chef de l'État et président du Conseil des ministres avant Trần Văn Hữu. Nguyễn Phan Long a également précédé Trần Văn Hữu comme président du Conseil des ministres. Le Conseil des ministres, dirigé par le président du Conseil, est l'organe exécutif du gouvernement. Trần Văn Hữu était le chef du gouvernement et présidait le conseil des ministres. L'État du Vietnam était un gouvernement pro-occidental, soutenu par la France, et en opposition avec le Viêt Minh, qui contrôlait le Nord du Vietnam. Le 14 juillet 1951, Trần Văn Hữu, en tant que président du conseil des ministres, a assisté à un défilé militaire à Hanoï aux côtés du général de Lattre de Tassigny et de Bảo Đại. Le conseil des ministres était responsable de l'administration et de la gouvernance de l'État du Vietnam. Il travaillait en collaboration avec les autorités françaises pour maintenir l'ordre et lutter contre le Viêt Minh. La création de l'Armée nationale vietnamienne (ANV) en 1950, soutenue par Bảo Đại et les autorités françaises, marqua une étape importante dans la structuration de l'État du Vietnam. Le défilé du 14 juillet 1951 à Hanoï, où les premiers bataillons vietnamiens de l'ANV ont défilé, symbolisait la coopération entre les autorités vietnamiennes et françaises. En résumé, en 1951, le Conseil du Vietnam était dirigé par Trần Văn Hữu sous l'autorité de Bảo Đại, dans le cadre d'un État associé à l'Union française, en pleine guerre d'Indochine. Nguyễn Văn Tâm succède à Trần Văn Hữu dans cette fonction. En 1952, le Vietnam est en pleine guerre d'Indochine, avec des tensions entre les forces françaises, le Viêt Minh communiste et le gouvernement de l'État du Vietnam. Le général Raoul Salan, commandant en chef des forces françaises en Indochine, joue un rôle clé dans la région. En septembre 1952, des documents du Viêt Minh révèlent des ambitions stratégiques pour reprendre toute l'Indochine. Le général Alessandri est nommé inspecteur général des forces armées vietnamiennes.

¹⁹ **L'École polytechnique,** couramment appelée Polytechnique et surnommée en France l'« X », est l'une des 204 écoles d'ingénieurs françaises accréditées au 1^{er} septembre 2020 à délivrer un diplôme d'ingénieur. Elle constitue avec l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, l'École de l'air, l'ENSTA, l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, l'École navale et l'École de santé des armées, l'une des sept grandes écoles militaires françaises. Elle est fondée en 1794 par la Convention nationale sous le nom d'École centrale des travaux publics, et militarisée en 1804 par Napoléon I^{er}. À l'origine située à Paris, l'école est à Palaiseau (Essonne) depuis 1976, au cœur du pôle technologique Paris-Saclay. Elle a le statut d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP-GE), constitue une grande école militaire dont le cycle ingénieur est placé sous la tutelle du ministère des Armées et est membre fondateur de l'Institut polytechnique de Paris. Elle est connue principalement pour sa formation d'ingénieurs, dont les élèves et anciens élèves sont appelés « polytechniciens ». L'École assure depuis sa création la formation d'ingénieurs généralistes. Ses élèves sont recrutés chaque année par un concours d'admission parmi les plus anciens et les plus difficiles de ceux que préparent les

fait toutes les guerres dans la RAF²¹, commandant une (mot incompréhensible) de mosquitos, avant de revenir au Viêt Nam où, pendant que j'y suis, il deviendra chef de l'armée de Bao Dai²², chef de l'armée vietnamienne que Delattre a commencé à monter et que nous allons développer au maximum. Les deux fils suivants seront l'un et l'autre tués par les Viets. L'autre fille, c'est la dernière fille avec qui je suis très lié. Elle est ultra-nationaliste et, souvent, me faisait rencontrer des jeunes qui sont des Viets. Donc, je suis convaincu de l'inévitabilité de donner l'indépendance au Viêt Nam. Ce qui fait qu'à différentes reprises, dans la modeste mesure de mes moyens auprès des Vietnamiens, je donne des conseils qui tendent à marquer, en face des Français, la volonté

élèves de classes préparatoires, mais aussi par admissions parallèles pour les universitaires. L'École décerne en plus de son propre diplôme, le diplôme de docteur de l'École polytechnique depuis 1985, et forme des élèves de grade de master depuis 2005 et de bachelors depuis 2017. En majorité, les polytechniciens, c'est-à-dire les élèves diplômés, le plus souvent après une formation spécialisée dans une autre grande école, intègrent les entreprises, privées ou publiques, en France comme à l'international, entrent dans les grands corps de l'État, civils ou militaires, ou s'engagent dans la recherche. Jouissant d'un grand prestige dans l'enseignement supérieur en France, l'École polytechnique est souvent associée à la sélectivité, à l'excellence académique, mais aussi à l'élitisme et à la technocratie qui sont sources de critiques depuis sa création. Dans l'imaginaire populaire, l'école est associée à certains symboles comme l'uniforme de ses élèves et le bicorné qui l'accompagne.

²⁰ **L'École de l'air et de l'espace** est une école militaire de l'enseignement supérieur français qui forme des officiers de l'Armée de l'Air et de l'Espace. Elle appartient au groupe des neuf grandes écoles militaires françaises. La nécessité d'une formation des officiers aviateurs apparaît dès le lendemain de la Première Guerre mondiale. Elle entraîne la création d'une structure dédiée : une école d'officiers de l'armée de l'air. L'Aéronautique militaire lutta une quinzaine d'années pour devenir une Armée de l'air autonome. Au cours de cette période, trois étapes seront déterminantes pour la formation des officiers aviateurs. En 1922, l'École du génie de Versailles, installée dans les Petites Écuries en face du château, reçoit la mission de former l'ensemble des officiers du personnel navigant de l'Aéronautique. La loi du 8 décembre 1922 donne à l'Aéronautique militaire le statut d'Armée à part entière. Pour ces raisons, certains considèrent que la première promotion de l'École militaire de l'air est la promotion 1922. Cette appellation ne lui fut officiellement attribuée qu'en 1939 et l'Armée de l'air ne sera créée que le 2 juillet 1934. En 1925, naît l'École militaire et d'application de l'Aéronautique. Aux élèves officiers issus du corps des sous-officiers se joignent de jeunes officiers, provenant de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'École polytechnique. Le 1^{er} avril 1933 et le 3 juin 1933, sur proposition du Ministre de l'air Pierre Cot, le Président Albert Lebrun signe deux décrets : ils fixent d'une part l'autonomie de l'aéronautique et, d'autre part, la création de l'École de l'air. Elle doit regrouper les écoles de formation, d'application et de perfectionnement de l'ancienne Aéronautique militaire. La loi du 2 juillet 1934 crée donc l'Armée de l'air. L'organisation de ces nouveaux organismes est définie par cette loi. Les officiers servant dans l'Armée de l'air seront désormais formés dans une école propre à cette nouvelle arme. Le choix final du site de l'École de l'air se porte sur Salon-de-Provence.

²¹ **La Royal Air Force** (« Force aérienne royale » abrégée en RAF) est la force aérienne de l'armée britannique. Elle forme avec la British Army et la Royal Navy les Forces armées britanniques. Sa devise (*motto*) est *Per Ardua ad Astra* qui signifie « À travers l'adversité jusqu'aux étoiles ». La Royal Air Force est créée le 1^{er} avril 1918, devenant la première force aérienne indépendante du monde, par regroupement des Royal Flying Corps (RFC) et Royal Naval Air Service (RNAS).

²² **L'armée Bao Dai** désigne l'armée créée sous le règne de l'empereur Bao Dai, dernier souverain de la dynastie des Nguyễn, durant la période de transition entre la fin de la colonie française et l'indépendance du Vietnam. Elle a été formée dans le contexte de la fin de la domination coloniale française, notamment après la capitulation japonaise en 1945 et la proclamation d'indépendance par Bao Dai le 11 mars 1945. Bao Dai, en tant qu'empereur, a tenté de moderniser et de réorganiser une armée nationale vietnamienne, appelée l'Armée nationale vietnamienne (ANV), qui a existé de 1950 à 1955. L'ANV, sous le commandement de Bao Dai, a été soutenue par la France et les États-Unis, bénéficiant d'un encadrement français et d'un soutien matériel américain. Elle comprenait des unités d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie blindée, de parachutistes (les bataillons parachutistes ou BPVN), ainsi que des escadrons de reconnaissance vietnamien (ERVN). La structure de cette armée s'inspirait du modèle français, avec une hiérarchie de grades et une organisation en bataillons, groupes mobiles, unités parachutistes, etc. Elle a été impliquée dans la guerre d'Indochine, notamment lors de la bataille de Dien Bien Phu en 1954, qui a marqué la fin de la présence française en Indochine. Après la défaite de Dien Bien Phu en 1954, l'armée Bao Dai a été remplacée par l'Armée de la République du Vietnam (ARVN) en 1955, lorsque Bao Dai a été renversé par référendum. La plupart des officiers et soldats de l'armée Bao Dai ont rejoint l'ARVN, qui a été l'armée officielle du Sud-Vietnam durant la guerre du Vietnam. Bao Dai lui-même s'est exilé en France après la chute de Saigon en 1975. L'armée Bao Dai était une force armée vietnamienne fidèle à l'empereur Bao Dai, soutenue par la France et les États-Unis, qui a joué un rôle dans la lutte contre le Viet Minh durant la guerre d'Indochine, avant d'être remplacée par l'ARVN après la chute de l'État du Vietnam en 1955.

d'indépendance. C'est ça qui amènera Paris à protester et le gouverneur général Gauthier²³ qui est le secrétaire général du Haut-commissariat à un moment où Tàm a besoin de crédits, c'est après la fameuse affaire des P7, où les Vietnamiens ont par moment été un peu plus indépendants, que le général Gauthier exigera de Tàm que je sois remis à la disposition du gouvernement français.

C'est là que j'ai eu l'idée saugrenue de me faire rappeler en activité pour bien montrer que si j'ai eu cette position qui est dénoncée à ce moment-là, qui m'amène à être écarté du Viêt Nam, ce n'est pas parce que j'avais peur. Et donc, je me trouve pendant deux mois comme capitaine dans une opération très chaude qui a lieu au Nord-Viêt Nam, juste à côté des évêchés catholiques, qu'on appelle « l'Opération mouette » et où nous sommes assez exposés, où il semble que je me conduis condamnablement puisque je ramasse la Grande de Guerre mais, surtout, j'établis une relation avec les capitaines, les lieutenants, les officiers. Le grand maximum, c'est peut-être le colonel de Castries²⁴ que je rencontre à peine. Mais avec la troupe, j'établis une relation tout à fait intéressante et, incontestablement, ce que j'entends de la troupe, intéresse beaucoup Mendès qui se rend compte que la troupe sait parfaitement que nous ne gagnerons pas la guerre d'Indochine, qu'ils éprouvent un grand dégoût à l'idée qu'on les fait se battre pour la banque d'Indochine. Ne riez pas ! C'est à ce moment-là dans le corps expéditionnaire, ce que j'appelle une conviction absolue. Donc, vous ne savez pas du tout ce qui se passe en Algérie, du côté de l'armée, j'ai l'impression qu'elle défend une cause française. J'ai vraiment l'impression qu'ils sont là pour défendre les planteurs, tout le milieu que le film *Indochine*, Catherine Deneuve, etc. montrera admirablement.

C'est ainsi que Mendès m'envoie passer quatre jours au Viêt Nam et rencontrer un maximum de militaires. Mais tout ça explique la position que je suis, en effet, très favorable à l'indépendance du Viêt Nam. Je l'ai exprimé, je l'ai montré mais je voudrais que ce Viêt Nam soit construit à partir d'éléments anticomunistes, car le Viêt Minh fait l'objet de mon admiration en tant que combattant mais de mon angoisse, compte tenu de l'appui chinois et compte tenu de toute la doctrine du Viêt. Cela explique assez bien le rapport que vous m'avez donné. Moi, je ne crois pas qu'il y ait une possibilité d'entente avec le Viêt. Deuxième raison qui explique ce rapport, c'est que j'ai assisté avec beaucoup d'admiration à la manière de faire de Mendès en face des Américains. Quand nous avons commencé à en parler l'autre jour, le heurt entre Mendès et les Américains, il

²³ **Gabriel Gauthier**, né le 12 septembre 1916 à Lyon (Rhône) et mort le 3 mars 1996 à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), est un militaire français, as de l'aviation au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il a à son actif plus de 6000 heures de vols dont 500 en guerre, 10 victoires confirmées et 3 probables. Lieutenant-colonel en 1951, il est l'année suivante chef des opérations du 1^{er} commandement aérien tactique à Lahr (Allemagne) avant d'être affecté en 1954 à l'état-major "Air" à Saïgon. Il entre à l'École supérieure de guerre aérienne fin 1954 et devient en 1956 sous-chef de la Défense aérienne. Promu colonel en mai 1956, il prend le commandement de la 3^e brigade aérienne de la base de Reims. Avec elle, il est engagé dans la Crise de Suez, depuis la base chypriote d'Akrotiri. Général d'armée aérienne le 1^{er} juillet 1968, il fut nommé le 3 juillet suivant inspecteur général de l'Armée de l'air puis chef d'état-major de l'Armée de l'air, fonctions qu'il occupa du 13 décembre 1969 au 11 décembre 1972.

²⁴ **Christian de La Croix de Castries**, né le 11 août 1902 à Paris, où il est mort le 29 juillet 1991, est le général français notamment connu pour avoir commandé le camp retranché de Diên Biên Phủ lors de la guerre d'Indochine en 1954. Il prend en décembre 1953 le commandement du camp retranché de Diên Biên Phủ et résiste pendant 57 jours, entre mars et mai 1954, avec les 14 000 soldats du corps expéditionnaire français en Indochine sous ses ordres, à l'assaut de cinq divisions du Viêt Minh (soit environ 48 000 combattants) sous les ordres du général Vo Nguyên Giap. Il est nommé général de brigade au cours de la bataille et il est fait prisonnier à la chute du camp retranché le 7 mai 1954, dans l'après-midi. Il est aperçu captif des forces armées du Viêt Minh dans le documentaire *Vietnam* (1955), qui fut réalisé par le reporter de guerre soviétique Roman Karmen. Relâché après quatre mois de captivité, il rentre en France et réalise alors un rapport secret destiné à l'état-major de l'armée de terre, retraçant ce qui s'était passé à Diên Biên Phủ.

était, si je peux dire, préconçu, les Américains pensant que Mendès était très proche des communistes. Mais il s'est confirmé à Genève. Là, si je voulais le raconter, je m'excuse, ça fera double emploi. Sur ce plan, il y a quelque chose que l'on n'a vraiment pas assez dit. Bidault et Dulles²⁵ s'étaient bien entendus, c'est incontestable. Ils avaient la même vision de ce que représentait la guerre d'Indochine. Pour Bidault, c'était une guerre française mais c'était aussi la guerre du monde libre face au communisme. Et là, il se trouvait tout à fait d'accord avec Dulles.

La dernière rencontre entre Bidault et Dulles, à laquelle je n'ai pas assisté, se termine, m'a dit Chauvel encore une fois, je ne le sais pas, mais ça me paraît vraisemblable, par une dernière demande de Dulles à Bidault en disant : *“ En tout cas, quoiqu'il arrive, restez présents au Nord-Viêt Nam, c'est de là que nous repartirons. C'est pour moi très important quand nous repartirons. ”* Est-ce que ça veut dire contre la Chine ou simplement au Viêt Nam ? Chauvel était persuadé que c'était contre la Chine. Et Bidault s'y engage. Ce qui fait que par la suite, quand le plan de partage est accepté dans son principe et, même si on monte la ligne du 13^e ou du 17^e parallèle, ce qui n'est pas sans importance parce que le 13^e parallèle, c'était le point de convergence des trois frontières. Donc, ça communiquait directement avec ce que les Viêts voulaient faire au Cambodge et au Nord-Est. Mais même si on fait cela, pour les Américains, il y a trahison d'une parole donnée par la France puisque nous l'abandonnons maintenant. Et la responsabilité, ils la font porter à Mendès. Comme pendant le même temps, la manœuvre de Mendès qui a fait déjouer les Américains, a réussi.

C'est-à-dire qu'il a obtenu des Russes et, à la fin, des Chinois, qu'ils fassent pression sur le Viêt Minh afin qu'ils acceptent et c'est bien ce qui est accepté à la fin de la conférence de Genève, une situation qui est nettement moins bonne que ce qui est acquis sur le terrain, puisque ce que va évacuer le Viêt Minh du sud est infiniment plus important que les quelques positions singulièrement menacées et isolées que nous tenons encore dans le nord. Et cela, le Viêt Minh l'a obtenu, je dirais, les larmes dans les yeux, sous la pression presque physique de Molotov²⁶ et Zhou Enlai²⁷. Ça, c'est un fait. Les Américains font le lien entre les deux, ils le font avec une rancœur

²⁵ **John Foster Dulles**, né le 25 février 1888 à Washington (district de Columbia) et mort le 24 mai 1959 au même endroit, est un diplomate et homme politique américain. Membre du Parti républicain, il est secrétaire d'État des États-Unis entre 1953 et 1959 dans le gouvernement du président Dwight D. Eisenhower. Il a consacré la notion de refoulement (« rollback ») de l'URSS. À partir de 1950, les États-Unis décident de soutenir les Français dans la guerre contre le Viêt Minh en Indochine et reconnaissent l'État du Viêt Nam. Le 25 février 1954, il affirme que les Français ont « notre confiance et notre soutien », mais dresse un parallèle entre la future conférence de Genève qui doit se tenir à partir du 26 avril, et l'armistice de Panmunjeom qui a conclu un cessez-le-feu dans la guerre de Corée. Le 7 mai 1954, il rend hommage aux soldats français à la suite de la bataille de Dien Bien Phu, mais également aux vietnamiens, sans préciser leur camp.

²⁶ **Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov** (né le 25 février 1890 (9 mars dans le calendrier grégorien) à Koukarka sous le nom de Viatcheslav Mikhaïlovitch Skriabine et mort le 8 novembre 1986 à Moscou) est un journaliste, homme politique et diplomate soviétique. Chef du gouvernement de l'URSS de 1930 à 1941, ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1949, membre titulaire du Politburo de 1926 à 1957, il est considéré comme le bras droit de Joseph Staline. Il demeure un membre influent du Parti communiste de l'Union soviétique jusqu'à son éviction, lors de la déstalinisation.

²⁷ **Chou En-lai**, également connu sous le nom de Zhou Enlai, était un homme d'État chinois, né le 5 mars 1898 à Huai'an, Jiangsu, et décédé le 8 janvier 1976 à Pékin. Il a été le premier Premier ministre de la République populaire de Chine, poste qu'il a occupé pendant plus de 26 ans, sous la direction de Mao Zedong. Zhou Enlai a joué un rôle clé dans la mise en place de la politique étrangère chinoise, notamment en participant aux accords de Genève en 1954, en orchestrant la visite de Richard Nixon en Chine en 1972, et en développant la diplomatie chinoise avec de nombreux pays. Il était connu pour ses talents diplomatiques, son habileté politique ainsi que pour sa capacité à modérer les excès politiques de Mao, notamment durant la Révolution culturelle. Zhou a également été un soutien de longue date de Mao Zedong, tout en étant considéré comme un homme pragmatique, modéré et dévoué au service du Parti communiste chinois. Sa personnalité contrastait avec celle de Mao, étant perçu comme perspicace, cultivé, discret et soucieux de l'intérêt collectif. Son parcours commence dans une famille de fonctionnaires et il a été fortement influencé par ses

particulière, étant donné qu'ils avaient quitté Genève, comme vous le savez, au moment de la chute du gouvernement Laniel²⁸. Il a fallu une très grande habilité de la part de Mendès pour qu'à la dernière minute, Dulles accepte non pas de revenir à Genève mais d'envoyer Bill Smith²⁹ à Genève. Quand on est arrivé vers la fin, les Américains se trouvaient partie à la conclusion de ce qui n'a pas été un accord. Je m'excuse de le rappeler mais politiquement, c'est important. Ils ne sont pas allés jusqu'à accepter de signer, parce qu'ils ne reconnaissaient pas la Chine et parce qu'au fond, ils ne voulaient pas de cet accord. Mais ils ont été présents pendant que les militaires signaient deux par deux - Viêt Minh, France, Viêt Nam - les accords militaires. C'est là que l'on a inventé, pour sauver la face, cette procédure absolument invraisemblable, sans précédent, à savoir que la dernière journée a comporté ce qu'on a appelé la « déclaration finale³⁰ » qui, en réalité, n'est pas une déclaration mais six ou sept déclarations parfaitement contradictoires. Mais Bill Smith l'a fait, il est donc présent à la fin.

C'est parce que les Américains sont revenus à Genève, sans aucun doute, que les Russes et les Chinois sont tellement anxieux qu'on termine à Genève, pour que les Américains ne soient pas immédiatement engagés dans la guerre. Donc, rancune des Américains vis-à-vis de Mendès, préjugée, si je peux dire, mais singulièrement confirmée par ce qu'ils ont vu et l'interprétation qu'ils donnent de Genève. Ceci est évidemment tout à fait présent dans mon esprit, bien que je ne sois pas au niveau de la réflexion politique la plus élevée. Et dans cette note, je vois qu'à diverses reprises, je dis: *"Attention à la manière dont les Américains vont interpréter ce que nous faisons. Essayons d'obtenir des Américains qu'ils jouent le jeu. C'est-à-dire que les élections générales aient bien lieu deux ans après, ce que les Américains n'avaient pas accepté puisqu'ils n'avaient pas signé les accords. Obtenons cela et, par conséquent, n'allons pas trop loin avec le Nord, surtout que je pense que nous n'avons aucune chance de nous entendre avec le Nord."* Voilà ce qui apparaît très clairement dans cette note.

études en Chine, au Japon, en France, puis en Europe où il s'est radicalisé politiquement, rejoignant le mouvement communiste. Il a été un acteur majeur dans la lutte contre le Kuomintang, la guerre civile chinoise ainsi que dans la consolidation du pouvoir communiste en Chine. Zhou Enlai est également reconnu pour avoir protégé certains intellectuels, artistes et dirigeants lors des purges politiques. Après sa mort en 1976, Zhou Enlai est largement vénéré en Chine comme un symbole de stabilité, de modération et de dévouement au peuple. Son héritage demeure important dans l'histoire moderne de la Chine, et il est souvent considéré comme l'un des dirigeants les plus humains et pragmatiques du XXe siècle.

²⁸ **Le gouvernement Laniel**, dirigé par Joseph Laniel, a été en fonction pendant la Quatrième République française. Le premier gouvernement Laniel a duré 6 mois et 19 jours, du 28 juin 1953 au 12 juin 1954. Il était soutenu par une coalition incluant la CNIP, le MRP, la RAD, le RPF et l'UDSR. Il a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale par 386 voix contre 211. Joseph Laniel a dirigé l'un des gouvernements les plus longs de la Quatrième République. Il a été prédécesseur de Pierre Mendès France. Il a accordé les pouvoirs spéciaux au gouvernement Mollet et voté la loi-cadre Defferre en 1956 ainsi que la ratification des traités de Rome. Joseph Laniel s'est présenté à l'élection présidentielle de décembre 1953 mais a retiré sa candidature. René Coty a été élu président de la République à sa place.

²⁹ Orthographe incertaine

³⁰ **Conférence de Genève sur l'Indochine (21 juillet 1954)**, acte final de la conférence de Genève et déclarations annexes. https://fr.wikisource.org/wiki/Acte_final_de_la_conf%C3%A9rence_de_Gen%C3%A8ve_et_d%C3%A9clarations_annexes

Donc, indépendance du Viêt Nam, oui ; reconnaissance du droit du Viêt Nam à sa personnalité, à son nationalisme, etc. Mais si seulement on arrivait à le faire avec les gens du sud et sans avoir à conclure avec les gens du nord, avec qui nous aurons une relation de principe qu'il faut avoir, car ils ont de très grandes chances de gagner les élections le jour où elles auront lieu et nous devons tenir aux élections.

Vous faites une allusion aussi, évidemment, à la parole donnée et au fait qu'il y a pas mal de réfugiés qui descendent du nord vers le sud et vous laissez entendre qu'on ne peut tout de même pas, à la fois, les accueillir dans le sud et, en même temps, donner le sentiment qu'il y aurait des négociations qui se poursuivraient avec le nord. On a l'impression qu'il y a une question de fidélité aussi.

Claude Cheysson : Alors, les réfugiés, oui, c'est un élément important pour des raisons françaises, ce sont les catholiques. Nous obtenons que les évêchés de Bù Chu³¹ et Phát Diêm³², je ne sais plus... Que ceux qui veulent quitter ces évêchés, soient autorisés à le faire et que ce soit fait sous contrôle, et ce sera fait tout à fait convenablement. Ce sera fait tout à fait convenablement, ce qui est évidemment tout à fait contraire à la politique que Bidault avait recommandée puisque Bidault souhaitait, si l'on concluait, que l'on maintienne la peau de léopard, dans son engagement vis-à-vis de Dulles. Dulles tenait beaucoup à la peau de léopard car c'était des taches dans le nord, que les Américains voulaient répartir, pour prendre l'expression de l'époque. Alors, en effet, nous avons obtenu, nous, le départ des catholiques, ce qui n'est pas tellement surprenant. Il n'était pas question de lâcher ces catholiques et, d'autant plus qu'on voyait se dessiner le moment où les catholiques du sud auraient une importance considérable, les Américains jouant beaucoup sur eux. Ce sera ensuite toute la période des évêques... Comment ça s'appelle ? Le patron du Viêt Nam Sud ? L'évêque de Hué ou l'évêque de je ne sais pas quoi, qui seront appuyés par les Américains. Voilà !

Très bien. Ce qui était intéressant, c'est que vous parliez des élections comme étant tout à fait vraisemblables. C'était vraiment votre souhait, c'était un espoir des Français que ces élections puissent avoir lieu dans des conditions correctes.

³¹ **Le diocèse de Bù Chu** (Diocesis Buichuensis) est un territoire ecclésial de l'Église catholique au Viêt Nam, suffragant de l'archidiocèse d'Hanoï dans le nord du pays. Le siège du diocèse se trouve à la cathédrale Notre-Dame-Reine-du-Rosaire de Bù Chu. Le diocèse est placé sous le patronage de l'Immaculée Conception. Situé dans l'ancien Tonkin central, le territoire est subdivisé en 129 paroisses. Il possède une basilique mineure, la basilique de l'Immaculée-Conception de Phu Nhai. C'est le 5 septembre 1848 que Pie IX érige le vicariat apostolique du Tonkin central, recevant son territoire du vicariat apostolique du Tonkin oriental (aujourd'hui diocèse d'Haiphong). Il est confié aux missionnaires dominicains espagnols. Ceux-ci vont traverser plusieurs décennies de persécutions. Trois des quatre premiers évêques ont subi le martyre et ont été canonisés par Jean-Paul II. Le vicariat apostolique du Tonkin central prend le nom de vicariat apostolique de Bù Chu, le 3 décembre 1924. Le 9 mars 1936, il cède une portion de son territoire à l'avantage du vicariat apostolique de Thái Bình (aujourd'hui diocèse). Des dizaines de milliers de réfugiés catholiques fuient vers le sud après que le pouvoir Viêt Minh s'implante définitivement dans le nord en 1954. Le pape Jean XXIII élève le vicariat en diocèse, le 24 novembre 1960 (par la bulle *Venerabilium Nostrum*), comme les autres vicariats du pays. Le nouveau diocèse traverse alors une période de persécution.

³² **Le diocèse de Phát Diêm** (Diocesis de Phát Diem) est un territoire ecclésiastique de l'Église catholique au Viêt Nam, suffragant de l'archidiocèse d'Hanoï. Son siège épiscopal est à la cathédrale du Rosaire de Phát Diem, à 120 km au sud d'Hanoï. Son territoire de 1787 km² se trouve dans l'ancien Tonkin et comprend soixante-cinq paroisses. Le vicariat apostolique du Tonkin maritime est érigé le 5 avril 1901, recevant son territoire du vicariat apostolique du Tonkin oriental (aujourd'hui diocèse d'Haiphong). Il prend le nom de vicariat apostolique de Phát Diêm, le 3 décembre 1924. Il cède une portion de son territoire le 7 mai 1932, à l'avantage du nouveau vicariat apostolique de Thanh Hóa (diocèse aujourd'hui). Il est élevé au rang de diocèse, le 24 novembre 1960, en pleine période de persécution, par le décret de Jean XXIII, *Venerabilium Nostrorum*.

Claude Cheysson : Qu'elles puissent avoir lieu, c'était notre espoir. Je dois dire que cette note, je ne sais pas si elle a été importante ou pas, mais elle est tombée d'autant mieux sur la table de Mendès qui, comme je vous l'avais déjà dit l'autre jour, mais en tout cas comme tout le monde le sait, Mendès qui traitait les problèmes l'un après l'autre, après avoir traité en priorité l'Indochine car c'était le plus urgent, était bien-sûr décidé à traiter l'autre chose. Alors, si les choses avaient très bien marché en Indochine, très bien, mais dans la mesure où on voyait se dessiner les difficultés, il faut le reconnaître, a mis l'Indochine sur l'étagère.

Vous parliez de la peau de léopard, en disant que Bidault s'accrochait à cette idée de peau de léopard. Il est vrai que le Président Laniel³³, dans son discours du 5 mars, avait préconisé le partage grosso modo en trois zones, à l'intérieur desquelles des zones de regroupement se seraient produites. Lorsque l'on regarde les archives concernant la préparation de la Conférence de Genève et, notamment, les notes écrites par Jean Chauvel, par Guillerma³⁴, par même Raymond Auffroy³⁵, on a l'impression que l'idée d'un partage en deux zones était déjà en filigrane dans les esprits, comme finalement, la moins mauvaise solution, un partage qui aurait clarifié la situation militaire, permis en même temps aux Français de se replier dans un sanctuaire pour repartir à la conquête du nord. Est-ce que Bidault n'avait pas lui aussi, en arrière-plan, cette idée en tête, convaincu par Chauvel ? Et est-ce que de s'accrocher à la peau de léopard n'était pas pour lui,

³³ **Joseph Laniel**, né le 12 octobre 1889 à Vimoutiers (Orne) et mort le 8 avril 1975 dans le 16^e arrondissement de Paris, est un homme d'État français qui est président du Conseil sous la IV^e République. Biographie de Raymond MORINEAU. LANIEL JOSEPH (1889-1975). In Encyclopædia Universalis disponible sur : <https://www.universalis-edu.com/encyclopedia/joseph-laniel/>

³⁴ **Jacques Guillerma** était un militaire, diplomate et sinologue français. Il a consacré sa vie à la Chine, d'abord comme militaire, puis comme diplomate et enfin comme universitaire. Il est considéré comme l'un des meilleurs sinologues français du XX^e siècle. Carrière militaire et diplomatique : issu d'une famille d'officiers, Jacques Guillerma intègre l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr en 1930 après avoir préparé le concours au Prytanée militaire de La Flèche. Diplômé en 1932, il est nommé en mai 1937 attaché militaire adjoint à Pékin, à la veille de l'invasion japonaise. Cette affectation a une influence déterminante sur le reste de sa carrière. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il rejoint la France libre à Alger, participe aux combats de la Libération et débarque sur les plages de Provence. De retour en Chine en 1946, il reprend son poste d'attaché militaire à Nankin, où s'est réinstallé le gouvernement nationaliste. Il y demeure jusqu'en 1951 et assiste à la victoire communiste de 1949. Parmi les derniers Occidentaux à quitter la Chine communiste, Jacques Guillerma observe attentivement pendant plus d'un an la transition du pouvoir et les changements imposés à la société, tels que le contrôle sur la population, la réforme agraire ou la loi sur le divorce. Après avoir quitté le service actif, Jacques Guillerma entame une troisième carrière universitaire. Il fonde le Centre de recherches et de documentation sur la Chine contemporaine, connu des étudiants sous le nom de Centre Chine. Il en est le directeur de 1958 à 1976, en même temps que directeur de recherche à l'École Pratique des Hautes Études et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Ses ouvrages ont abrevé des milliers d'étudiants et de lecteurs intéressés ou passionnés par la Chine. Dans sa dernière œuvre, *Une vie pour la Chine : mémoires 1937-1989*, Jacques Guillerma raconte son expérience unique, cette triple vie consacrée à un pays qu'il a aimé et dont il a essayé de transmettre les clés pour le comprendre. Jacques Guillerma est décédé en 1998. Sources : Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris. Jacques Guillerma, *Une vie pour la Chine, mémoires 1937-1989*, deuxième édition, 1993. Pluriel, Robert Laffont.

³⁵ **Raymond Offroy** (1909-2003) était un diplomate et homme politique français, connu pour son engagement gaulliste et ses fonctions internationales. Il embrasse la carrière diplomatique en 1937 après avoir été reçu au grand concours. Il est d'abord attaché d'ambassade à Bucarest, puis secrétaire d'ambassade à Athènes et consul à Salonique. En 1941, il rencontre le général de Gaulle au Caire et rallie la France libre. Il sert ensuite comme chef du service des affaires administratives et consulaires auprès de Maurice Dejean, Commissaire national aux Affaires étrangères. Il est nommé secrétaire adjoint du Comité français de la libération nationale en 1943, puis chef du service d'information et de presse du Quai d'Orsay après la guerre. Il occupe ensuite des postes à Milan, en Indochine, en Thaïlande, au Nigeria et au Mexique. Durant son engagement politique, il est élu député de la neuvième circonscription de la Seine-Maritime de 1967 à 1978, sous l'étiquette UDR. Il se distingue par ses interventions sur les affaires extérieures et la défense de sa région. Il défend des causes comme la création d'un État palestinien et l'Europe sociale. Il s'engage également dans des combats locaux, notamment pour le développement du port de Dieppe. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Passer outre, le génie du gaullisme* (1989) et *Amour de diplomate* (1999). Il est officier de la Légion d'honneur, rosette de la Résistance, et reçoit plusieurs décorations étrangères. Raymond Offroy s'éteint le 23 juillet 2003 à l'âge de 94 ans.

plutôt, une question de tactique dans la conduite de la négociation ? Est-ce qu'il était difficile, par rapport aux Sud-Vietnamiens, de tout de suite renoncer à cette théorie de la peau de léopard ?

Claude Cheysson : Je réponds catégoriquement non. Bidault n'a jamais accepté le partage. Est-ce qu'il a été informé des discussions, des échanges de vues qui avaient commencé à avoir lieu entre militaires ? Je n'en ai jamais été certain. Je ne suis pas sûr que Chauvel lui ait tout dit car il connaissait la position de Bidault. Et j'avais complètement oublié la déclaration de Laniel qui avait mis Bidault dans un état de fureur. Ce n'était pas du tout la thèse de Bidault, pas du tout. Et ce que je lui ai dit sur la dernière conversation avec Dulles, est tout à fait conforme à la ligne Bidault, mais pas du tout à l'ouverture que Laniel souhaitait et qui s'est faite, comme vous le savez, un jour entre le colonel de Brébisson³⁶ et le colonel Ha Van Lau³⁷ qui était le numéro 2 de la délégation militaire. Le numéro 1 était Trần Văn Đôn³⁸ qui était ministre de la Défense, et le numéro 2 était Ha Van Lau. Il y avait des réunions entre les deux sur le sort des prisonniers de Diên Biên Phu. Chauvel qui était très actif et très courageux, avait donné instruction à Brébisson de commencer à parler d'autre chose. Et un jour, je me rappelle que j'étais là quand Brébisson a rendu compte à Chauvel. Un jour Ha Van Lau lui a dit : *“ La carte est sur la table, c'est une solution intéressante. ”* Mais la discussion n'avait pas lieu au niveau politique.

Oui, des contacts entre les militaires.

³⁶ **Michel de Brébisson** est un général d'armée, né à Vierzon le 7 avril 1905 et mort le 20 mai 1991 dans le 16^e arrondissement de Paris, ayant notamment servi en Indochine et en Algérie.

³⁷ **Le colonel Ha Van Lau** (1918-2016) était un militaire et diplomate vietnamien, originaire du village de Sinh (Lai An), commune de Phu Mau, district de Phu Vang, province de Thua Thien - Hue. Il a joué un rôle clé dans les négociations militaires lors de la Conférence de Genève en 1954, où il a assisté le vice-ministre de la Défense Ta Quang Buu. À la Conférence de Genève en mars 1954, il a été chargé de préparer la délégation vietnamienne en rassemblant des documents et des archives pertinents. Il était responsable des affaires militaires aux côtés de Ta Quang Buu, participant à des réunions séparées avec la délégation française pour discuter de questions telles que le regroupement des troupes, le transfert de troupes, et l'échange de prisonniers. Il a été responsable de la version vietnamienne de l'Accord de Genève, découvrant des phrases manquantes qui ont retardé la signature à 3 h 45 du matin le 21 juillet 1954. Durant sa carrière militaire et diplomatique, il a occupé plusieurs postes importants, notamment chef d'état-major du front Nha Trang - Khanh Hoa ; commandant du régiment Tran Cao et directeur du département des opérations de l'état-major général de l'armée populaire du Vietnam. Après la Conférence de Genève, il a continué à jouer un rôle clé dans les négociations internationales, notamment comme chef adjoint de la délégation de la République démocratique du Vietnam à la conférence de Paris (1968-1970) et ambassadeur du Vietnam à Cuba, aux Nations Unies, et en France. Il a grandement contribué à la mise en œuvre de l'Accord de Genève, qui a marqué une victoire diplomatique pour le Vietnam. Il a participé à des négociations secrètes avec des représentants américains, comme Cyrus Vance, lors des conférences de Paris. Il est considéré comme un exemple pour les générations futures en raison de ses contributions militaires et diplomatiques, notamment dans le domaine de la diplomatie militaire. Le colonel Ha Van Lau est décédé en 2016, laissant derrière lui un héritage de service et de leadership dans les domaines militaire et diplomatique.

³⁸ **Trần Văn Đôn**, né le 19 août 1917 à Bordeaux, en France, et décédé en 1998 à Fort Chaffee, Arkansas, aux États-Unis, était un général et homme politique vietnamien. Il a joué un rôle clé dans la politique vietnamienne, notamment dans le coup d'État de 1963 qui a renversé le président Ngô Đình Diệm. Trần Văn Đôn a étudié en France et a servi dans l'armée française pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a ensuite rejoint l'armée nationale vietnamienne et a participé à la guerre d'Indochine. Après la partition du Vietnam en 1954, il a servi dans l'armée de la République du Vietnam (ARVN). Trần Văn Đôn a été l'un des principaux organisateurs du coup d'État de 1963 contre le président Ngô Đình Diệm. Après le coup d'État, il a servi dans le Conseil militaire révolutionnaire et a occupé plusieurs postes ministériels, notamment celui de ministre de la Défense. En 1964, il a été arrêté et emprisonné pendant un certain temps par le général Nguyễn Khánh, qui avait pris le pouvoir. Après sa libération, il s'est retiré de la vie militaire et a été élu au Sénat en 1967. En 1975, il a été nommé ministre de la Défense dans le gouvernement de Nguyễn Bá Cẩn. Il a tenté de stabiliser la situation politique et militaire avant la chute de Saigon. Trần Văn Đôn a été évacué de Saigon peu avant la chute de la ville en 1975. Il s'est installé aux États-Unis, où il a écrit ses mémoires, *Vietnam Witness* (Vietnam, témoin oculaire), publié en 1989. Il est décédé en 1998 à l'âge de 81 ans.

Claude Cheysson : Les militaires viêts certainement en plein accord avec leur délégation, les militaires français étant dirigés par Chauvel. Encore une fois, je ne sais pas jusqu'à quel point Bidault a été précisément informé de cela. En tout cas, il voulait l'ignorer totalement. Et donc Bidault, je le répète, est honnête quand il accepte la demande que lui fait Dulles. En aucun cas ne quittait-il.

On raconte que le 25 mai, lorsque le Viêt Minh propose en fait le regroupement en zones compactes, qui est l'amorce d'un partage définitif, Lacouture³⁹ raconte dans son livre que, tout de suite, vous avez dit : "Il nous propose le partage." Et je crois que c'est Dalloz⁴⁰, dans sa biographie de Bidault, qui dit : " Et Bidault à ce moment-là dit : Il faudrait être idiot pour louer cette négociation maintenant." Donc, en fait, est-ce qu'il n'attendait pas une ouverture du côté Viêt Minh avec, quand même, cette idée d'un partage en deux zones ?

Claude Cheysson : Oui, mais attendez ! C'est que le regroupement en zones compactes ne comporte pas nécessairement deux zones.

Oui.

Claude Cheysson : Mais à mon sens, ça serait intéressant. Brébisson est encore vivant ou pas ?

Il me semble.

Claude Cheysson : Il serait intéressant de vous y avoir un contact avec Brébisson sur ce sujet. Bidault, jusqu'au bout, n'a pas un instant imaginé que nous quitterions les positions que nous avions dans le nord.

Alors, c'est vrai que pendant longtemps, l'idée de conserver Hanoï et Haïphong⁴¹ est restée dans l'esprit de la délégation française. Mais les deux deltas devaient être entre les mains françaises.

³⁹ **Jean Lacouture**, né le 9 juin 1921 à Bordeaux et mort le 16 juillet 2015 à Roussillon, est un journaliste et écrivain français.

⁴⁰ **Jacques Dalloz** (né le 26 septembre 1943 aux Planches-en-Montagne et mort le 21 juillet 2005 à Paris, est un historien et professeur agrégé (en classes préparatoires aux grandes écoles) français. Il a notamment exercé au Prytanée national militaire de La Flèche où il fait la connaissance de l'homme politique Joël Le Theule. Dans son ouvrage *Georges Bidault, biographie politique*, publié le 1er décembre 1992, Jacques Dalloz, un historien spécialisé dans l'histoire contemporaine, retrace la vie et la carrière politique de Georges Bidault, une figure majeure de la démocratie chrétienne française. Il explore les différents aspects de sa vie, notamment, son rôle dans la Résistance et sa succession à Jean Moulin à la présidence du Conseil national de la Résistance (CNR). Son implication dans la fondation du Mouvement républicain populaire (MRP) et son poste de ministre des Affaires étrangères sous de Gaulle. Son influence dans la question allemande, l'intégration de la France dans le bloc Atlantique et la construction européenne ; son engagement pour l'Algérie française et son opposition à la politique gaulliste sur ce sujet. L'auteur s'appuie sur les archives abondantes laissées par Bidault pour construire cette biographie détaillée. Le livre inclut une bibliographie et un index pour faciliter la consultation.

⁴¹ **Haïphong** est une ville portuaire importante depuis plusieurs siècles, c'était l'un des centres marchands du Tonkin. Les Français l'avaient surnommée la « Venise du Tonkin ». Haïphong a été fondée en 1887 par les colons française. En 1888, le président de la Troisième République française, Sadi Carnot, a promulgué un décret pour établir Haïphong. De 1954 à 1975, Haïphong est devenue la principale base navale française en Indochine. Elle est devenue l'une des municipalités sous contrôle direct d'un Vietnam réuni avec Hanoï et Ho Chi Minh-Ville en 1976. Le grand hôtel de l'époque, l'Hôtel du Commerce, rue Paul-Bert, a été rasé en 2007, et la rue Paul-Bert se nomme désormais « Pho Dien Bien Phu ». Le grand quotidien à la fin du protectorat français du Tonkin était *L'Entente*. Pendant la Seconde Guerre mondiale, lors de l'invasion japonaise de l'Indochine, Haïphong fut bombardée puis occupée par l'Armée impériale japonaise. Après la fin de l'occupation, le 2 septembre 1945 à Hanoï, Hô Chi Minh déclare unilatéralement l'indépendance du Vietnam. Trois navires de guerre français bombardent Haïphong le 23 novembre 1946, faisant des milliers de

Claude Cheysson : Oui, c'est bien ça. Donc, c'est une zone compacte, mais elle comporte...

Quelques-uns ! Oui, mais ça n'est plus du tout la peau de léopard.

Claude Cheysson : Non, j'ai eu tort de parler de la peau de léopard. Enfin, il faut bien voir que si on était parti sur cette idée que nous gardions les deux deltas, les Français n'y sont jamais retournés. C'est la partie sud du delta. Nous ne sommes jamais retournés dans la péninsule Cà Mau⁴². Les Viêts y sont tout le temps. Quand je suis au Vietnam, les Viêts sont dans la péninsule de Cà Mau. Et qu'ils acceptent l'évacuation de ces zones-là, apparaît, à ce moment-là, comme assez remarquable.

C'est ça qui a été pour eux une grosse concession ?

Claude Cheysson : Oui, parce qu'ils étaient implantés là et, en plus, ils avaient un appui de population. Il faut dire que c'est la partie pauvre du Sud-Vietnam. Mais je n'ai pas souvenir de ce qu'il s'est passé. Il y a eu une vraie dispute sur ce sujet. La vraie dispute, ça a été de décrocher le 13^e parallèle car, à ce moment-là, comme je vous l'ai dit déjà : 15^e, 16^e, 17^e, pour eux, c'est la même chose. Mais décrocher le 13^e, ça a été une... Et là, vraiment, il a fallu qu'on leur torde le bras, comme disent les Anglais, les Russes et les Chinois.

On dit que c'est par peur de l'intervention américaine que les Chinois, particulièrement les Soviétiques aussi, ont poussé les Vietnamiens à accepter finalement toutes les concessions.

Claude Cheysson : La vraie pression a été faite par Molotov, le Chinois ne s'y est pas opposé. Mais la vraie pression a été faite par Molotov et, comme vous l'avez certainement entendu dire, même en présence d'autres. La dernière nuit est tout à fait extraordinaire. C'est Molotov qui préside, ce n'était pas le jour d'Eden⁴³, et quand les Viêts font encore 2-3, Molotov leur coupe la

morts. Cet événement marque le début de la guerre d'Indochine, qui durera sept ans et demi. Henri Martin prétend que : « À 10 heures le 23 novembre 1946, les canons de la marine ont ouvert le feu. Le croiseur Émile Bertin depuis l'embouchure de la rivière Rouge mais nous, avec Le Chevreuil, nous étions sur la rivière, dans la ville. Nous avons épuisé notre stock de cinq cents obus, et ravitaillés, nous en avons encore tiré cinq cents. » L'amiral Battet a estimé le nombre des victimes en ville à six mille, mais il est possible qu'il y en ait eu davantage quand on sait que le bombardement a porté surtout sur le quartier annamite, aux maisons serrées [...] » mais en fait seuls trois avisos, dont Le Chevreuil, ont participé à cette action. Haïphong subit de lourds bombardements américains pendant la guerre du Vietnam, surtout en 1972. Le 8 mai, après l'offensive du 29 mars du Nord sur Saïgon, l'administration Nixon entreprit d'en miner le port afin d'interrompre les livraisons d'armes soviétiques.

⁴² **La péninsule de Cà Mau** (en vietnamien : *Bán Đảo Cà Mau*) constitue la pointe sud du Vietnam. Elle se trouve dans la province de Cà Mau et se situe entre le golfe de Thaïlande à l'ouest et la mer de Chine méridionale à l'est. Cà Mau est une étendue de terre triangulaire d'une longueur maximale de 210 kilomètres et d'une hauteur moyenne de sept pieds au-dessus du niveau de la mer. Sa formation est presque entièrement le résultat des dépôts du fleuve Mékong, qui se trouve également derrière la formation du Cap Bai à l'extrémité de la péninsule. Le climat de Cà Mau peut être qualifié de tropical de mousson toute l'année, à l'exception des deux à trois mois d'hiver où le climat est relativement sec. Les routes sont arrivées à Cà Mau après la Seconde Guerre mondiale. Les caractéristiques géographiques de la péninsule changent radicalement à mesure qu'elle s'amenuise vers le sud, les plaines laissant place à des mangroves tropicales denses. Les voies navigables sinueuses des marais ont été une riche source de poisson pour les habitants locaux. L'économie de la région repose sur les produits cultivés et naturels. Le riz, le miel, la cire, les nattes en fibres et le poisson sont quelques-uns des produits que les habitants de la région commercialisent et exportent. La péninsule de Cà Mau était également autrefois une citadelle des guérilleros du Viet Minh et du Viet Cong.

⁴³ **Sir Anthony Eden**, né le 12 juin 1897 à Windlestone Hall près de Rushyford et mort le 14 janvier 1977 à Alvediston, 1^{er} comte d'Avon, est un homme d'État britannique. Membre du Conseil privé du Royaume-Uni, il est ministre des Affaires étrangères à trois reprises, puis Premier ministre conservateur du 7 avril 1955 au 9 janvier 1957. Il démissionne peu après la crise de Suez.

parole, c'est extraordinaire. Et, en sens inverse, ça amène cette histoire extraordinaire du Cambodge dont vous avez entendu parler. C'est Molotov disant : *" Tout est réglé ! "* Sam Sary⁴⁴ disant : *" Non, pas nous ! "* Et Molotov disant : *" Quels sont vos problèmes ? "* - *" Nous avons encore quelques problèmes à traiter. "* - *" Vous en avez combien ? "* Sam Sary quand il lui dit : *" 32 "* Et Molotov qui avait complètement oublié que jamais il n'avait reconnu qu'il parlait le français, lui répond en français en disant : *" Ce n'est pas suffisant. Ce n'est pas possible. "* En une demi-heure, ça a été réglé. Et le Cambodge a complètement échappé au règlement. C'est une des manœuvres les plus extraordinaires que vous puissiez imaginer. C'est le règlement apporté sur le Viêt Nam, puis sur le Laos. Mais pour le Cambodge, rien. Les Russes voulaient en finir, ils ont pris très au sérieux le risque de retour des Américains, ce que naturellement, j'avais dit la dernière fois mais que j'ai oublié de rappeler maintenant. Et la manière de faire de Mendès, c'est-à-dire l'auto-ultimatum : *" Si le 20 juillet, il n'y a pas d'accord, j'envoie le contingent. "* Pendant la guerre, parce qu'il comporte des objectifs supplémentaires considérables, j'envoie le contingent. Ce qu'avait dit Mendès pour rappeler son discours d'investiture, que les Russes ont pris très au sérieux. C'était un peu une méthode à la Staline, si je puis dire.

Oui, la méthode...

Claude Cheysson : C'est un peu carrément... Alors, quand moi, je vais au Viêt Nam pour ces quelques jours, je me rends bien compte qu'il y a très peu de chance qu'on puisse gagner les élections, que Mendès et la France ne sont pas en position de prendre de grands risques en face des Américains, qu'il y a très peu de chance. Donc, ce Viêt Nam indépendant nationaliste, bon, c'est un rêve mais il n'y a pas beaucoup de chance qu'on aboutisse. Et il est vrai, comme l'a dit Sainteny en s'en plaignant beaucoup, que par la suite, il ne recevra pas grand appui de Paris.

Oui, d'ailleurs, nous avons abordé votre rapport la dernière fois, à partir d'un commentaire fait par Joyeux⁴⁵ au cours d'un colloque consacré à Mendès France, et aussi à partir de ce qu'en a écrit Madame Dulong⁴⁶ dans " La dernière pagode ", si mes souvenirs sont bons et qui d'eux

⁴⁴ **Sam Sary** (6 mars 1917 – vers 1963) est un homme politique cambodgien. Il est le fils de Sam Nhean, ministre dans plusieurs gouvernements des années 1940 et 1950. Membre de différents cabinets ministériels, il participera, au début des années 1950, au processus qui amènera à l'indépendance du Cambodge et assistera en tant que négociateur à la conférence de Genève. Considéré comme proche des États-Unis, le refroidissement des relations entre Phnom Penh et Washington le conduiront progressivement mais inéluctablement dans l'opposition et, en 1959, à l'exil. Les circonstances de sa disparition, au début des années 1960, restent controversées. Il est également connu pour être le père de Sam Rainsy, chef du parti du même nom qui est, depuis la fin des années 1990, le principal opposant au pouvoir de Phnom Penh.

⁴⁵ **Maurice Joyeux**, né le 29 janvier 1910 et mort le 9 décembre 1991 à Paris, est un militant et écrivain anarchiste français. D'abord ouvrier mécanicien puis libraire, c'est une figure marquante du mouvement libertaire français. Après la Libération, il participe activement à la reconstitution de la Fédération anarchiste et à l'édition du journal *Le Libertaire*. Militant anarcho-syndicaliste à la CGTU puis à Force ouvrière, il reconstitue deux fois la Fédération anarchiste, d'abord après la Seconde Guerre mondiale, puis en 1953.

⁴⁶ **Marguerite-Claude Badalo-Dulong**, dite Claude Dulong ou Claude Dulong-Sainteny, née le 12 juin 1922 à Limoges^[1] et morte le 29 octobre 2017 à Paris, est une historienne française. Diplômée de l'École des chartes en 1945, grâce à une thèse intitulée *Ciperis de Vigneaux, chanson de geste du début du XI^e siècle : étude et édition*, et licenciée ès lettres, elle devient bibliothécaire, notamment à la bibliothèque municipale classée de Versailles. Elle se tourne cependant rapidement vers la recherche et abandonne le Moyen Âge pour le XVII^e siècle, alternant ouvrages de fond et de vulgarisation. Elle participe en 1953 à un séminaire organisé à Harvard par Henry Kissinger, et c'est par ce canal, et par Jean Sainteny, que sera établie la liaison entre le gouvernement américain et Hô Chi Minh pour des négociations secrètes. Parallèlement, elle épouse Jean Sainteny et fréquente les cercles politiques gaullistes, ce qui lui permet de publier en 1974 *La Vie quotidienne à l'Élysée au temps de Charles de Gaulle*. L'ensemble de cette carrière lui permet d'être élue en 1995 à l'Académie des sciences morales et politiques, dans la section Histoire et Géographie, au fauteuil de Jean Laloy.

finalement a écrit, disait que votre rapport avait finalement détourné Mendès France d'utiliser la mission Sainteny au Nord-Viêt Nam, comme un moyen de réengager un dialogue Est-Ouest. En fait, quand on lit votre rapport, on n'a pas du tout cette...

Claude Cheysson : Si un peu ! C'est-à-dire qu'on dit : *“Voilà ce qu'est au mieux mais le mieux est si peu vraisemblable qu'en tout cas, il ne faut pas aller trop loin, ne pas prendre de risque là-dessus, etc.”* C'est ça le ton du rapport. Moi, j'étais très heureux de le relire.

Et finalement, c'est ce que dit aussi Chauvel dans une note qui est à peu près de cette période. Est-ce qu'on n'a pas là, à nouveau, une démonstration de la méthode Pierre Mendès France ? Il faut qu'on finisse de régler le problème du Viêt Nam.

Claude Cheysson : C'est ce que je vous ai dit tout à l'heure. Mais il faut y ajouter, pour bien comprendre la tension avec les Américains et on ne va pas l'aggraver encore pour le Viêt Nam qui, je ne dis pas qu'il n'en vaut pas la peine et je ne pourrais pas aller plus loin que ça. Mais on ne peut plus en faire un élément essentiel de la politique française.

En fait, c'est ce que vous redites toute à l'heure dans votre petite note au moment où Pierre Mendès France part aux États-Unis, enfin à New York, et vous lui dites de ne pas brusquer les Américains. “ Ne cherchons pas à les indisposer tout en poursuivant nos perspectives.”

Claude Cheysson : Il y a assez de raisons pour les difficultés du Viêt Nam, tant qu'il y a très peu de chance.

Nous souhaitons vous poser quelques questions maintenant sur les affaires tunisiennes. La question que nous nous posions, c'était de savoir à partir de quand vous êtes au moins informé de l'état de la situation en Tunisie, puisque vous êtes quand même beaucoup sur le dossier indochinois au départ. Mais on sait qu'évidemment, il y a un Conseil des ministres assez long, le 30 juillet, juste avant le voyage de Pierre Mendès France, qu'il y a quand même quelques discussions et divergences, même au sein du Conseil des ministres, semble-t-il. Et puis, enfin, Pierre Mendès France va quand même être amené à expliquer sa politique. Mais, auparavant, il avait évidemment très bien préparé son voyage. Alors, la question que nous nous posions, c'était de savoir, à cette époque, quelles étaient donc les informations dont vous disposiez et, en particulier, je suppose que vous saviez déjà, peut-être par Monsieur Savary⁴⁷, sur les contacts antérieurs qui existaient, sur les contacts déjà anciens qui existaient entre Pierre Mendès France et certains responsables nationalistes.

⁴⁷ **Alain Savary**, né le 25 avril 1918 à Alger et mort le 17 février 1988 à Paris, est un homme politique français, compagnon de la Libération, membre de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), du Parti socialiste unifié (PSU), et enfin du Parti socialiste (PS), dont il est premier secrétaire de 1969 à 1971. Artisan de l'indépendance tunisienne, il partage les convictions anticoloniales de Robert Verdier. Dès 1951, il reproche au gouvernement Plevin ses reculs face aux promesses d'autonomies faites par Robert Schuman en Afrique du Nord. Il critique également la répression systématique contre les nationalistes tunisiens et marocains. Au début de l'année 1953, il est l'un des rares visiteurs admis sur l'île de Galite où Habib Bourguiba est retenu depuis mai 1952. Après cet entretien, il publie dans Le Monde une tribune intitulée « Urgence en Tunisie » dans laquelle il affirme « l'égalité des deux nations » et il appelle le protectorat à « l'autonomie interne, puis indépendance dans l'association ». Il rend régulièrement visite à Bourguiba durant ses résidences surveillées à Groix, Amilly et Chantilly. Ce n'est donc pas un hasard que le 1er février 1956, il soit nommé secrétaire d'État chargé des affaires marocaines et tunisiennes dans le gouvernement Guy Mollet au moment de l'indépendance de ces deux pays (mars 1956). Il démissionne le 3 novembre 1956 pour protester contre l'arrestation de Ben Bella à Alger. Ministre de l'Éducation entre 1981 et 1984, il est à l'origine des zones d'éducation prioritaires (ZEP) et porte le projet de loi Savary visant à créer un grand service public unifié de l'éducation, finalement retiré, ce qui conduit à sa démission.

Claude Cheysson : Écoutez je vais vous décevoir. Ma réponse est simple.

Non, mais il est possible que vous n'ayez pas eu d'information à l'époque.

Claude Cheysson : Rien.

Ah oui, c'est ça. Donc, c'était vraiment un tout petit groupe.

Claude Cheysson : Rien.

Oui.

Claude Cheysson : Je rentre d'Indochine. À quelle date ?

Le 12 août.

Claude Cheysson : 12 août. Et dans les quelques jours qui suivent, Mendès me dit : “ *Vous allez suivre le dossier tunisien.* ”

Ah oui, d'accord.

Claude Cheysson : Mais, à ce moment-là, j'ignore tout dans le dossier tunisien.

D'accord.

Claude Cheysson : Et il me dit : “ *Vous allez suivre le dossier tunisien en partie.* ” Parce qu'il est décidé à le suivre, à négocier lui-même. Donc, on négociera toutes les nuits, comme vous savez. Chaque soir, après le dîner ou l'absence de dîner, il y a Mendès en face de Mongi Slim⁴⁸, qui veut quelqu'un qui, dans la journée, suive l'affaire avec le Quai d'Orsay et, assez rapidement, j'ai un contact personnel avec Bourguiba. Bourguiba est ramené à Paris et je suis chargé de voir Bourguiba, si ce n'est chaque jour, au moins tous les deux ou trois jours, pour voir avec lui comment la chose progresse. Mais, moi, jusqu'à ce que Mendès me colle là-dessus, quelques jours après, je ne peux pas vous dire mais c'est fin août, disons, je ne sais rien, absolument rien.

C'est le monde du dossier, j'imagine.

Claude Cheysson : Ah, bien sûr.

⁴⁸ **Mongi Slim** est une figure emblématique de l'histoire tunisienne, connu pour son rôle crucial dans les négociations menant à l'indépendance de la Tunisie. Né le 1er septembre 1908, il a marqué la politique tunisienne par ses multiples fonctions et son engagement. Négociateur en chef à partir de 1954, Mongi Slim a été le principal négociateur de la délégation tunisienne en France pour obtenir l'indépendance. Après l'indépendance, il a occupé les postes d'ambassadeur de Tunisie aux États-Unis, puis de ministre des Affaires étrangères et de ministre de la Justice. Président de l'Assemblée générale de l'ONU, il a présidé l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 septembre 1961 au 18 septembre 1962, une distinction qui lui a valu le respect international. Figure respectée, Mongi Slim est resté dans les mémoires comme un homme d'État et un diplomate de premier plan. Il est décédé en octobre 1969, laissant derrière lui un héritage politique et diplomatique important pour la Tunisie.

Mais jusque-là, vous n'avez pas eu de contact particulier, parce que c'est Savary, il avait pas mal suivi l'affaire et puis, évidemment, Fouchet⁴⁹, toute l'équipe. Alors pourquoi est-ce que Mendès fait ça ?

Claude Cheysson : D'abord, parce que ça fait bien partie de ses méthodes : dossier, un tel... Non, je ne me vante pas, j'analyse. Je crois qu'il a bien aimé ma manière de travailler à ses côtés à Genève et dans les semaines suivantes, y compris même ce rapport. Donc, il trouve très commode d'avoir un jeune du Quai d'Orsay, bien que je sois très peu Quai d'Orsay mais, enfin, peu importe qui va suivre ce dossier, c'est tout.

Mais s'il vous laisse prendre des contacts avec Bourguiba, c'est justement qu'il vous fait vraiment confiance.

Claude Cheysson : Ah, oui. Ça y est, j'y établis une... Vous savez, il était assez merveilleux pour ça, Mendès. Quand il avait choisi quelqu'un, je l'ai vu avec Nora, je l'ai vu avec bien d'autres, avec Soutou⁵⁰ sur les affaires du réarmement allemand, etc. Alors, il était parfait, très, très sobre dans ses propos, dans ses consignes, faisant une confiance complète, acceptant qu'on vienne le voir, surtout acceptant. Il avait un mode de travail tout à fait remarquable. Il aimait les notes courtes et on recevait la réponse annotée de sa main, annotations très brèves, généralement dans la journée et, en tout cas, au plus tard le lendemain. Et moi j'ai donc fait partie de ce lot.

Quelles étaient vos relations avec Monsieur de Folin⁵¹ ?

⁴⁹ **Christian Fouchet** est un diplomate et homme politique français, né le 17 novembre 1911 à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) et mort le 11 août 1974 à Genève. Il est une figure politique française marquée par son engagement gaulliste et son rôle dans plusieurs gouvernements. En 1940, il rejoint le général de Gaulle à Londres et participe à la France Libre. Il adhère au RPF qu'il représente à l'Assemblée nationale de 1951 à 1955 comme député de la Seine. Il occupe des postes diplomatiques à Moscou, Lublin, Varsovie et Calcutta. Il accompagne le général de Gaulle lors de son voyage en Tunisie. Sous la IV^e République, du 10 juin 1954 au 5 février 1955, il est ministre des Affaires marocaines et tunisiennes dans le gouvernement Mendès France. Haut-commissaire en Algérie (mars-juillet 1962), il est chargé d'organiser le référendum sur l'autodétermination après les accords d'Évian. Il est impliqué dans la répression sanglante de la manifestation de l'OAS le 26 mars 1962, faisant 56 morts dans la fusillade de la rue d'Isly. Il devient ministre de l'Information, puis de l'Éducation nationale (1962-1967) et enfin de l'Intérieur (1967-1968). Proche collaborateur, Fouchet est un fidèle du général de Gaulle pendant plus de trente ans. Selon des confidences, de Gaulle le considérait comme l'un des plus dignes à lui succéder. Il critique de Gaulle pour son limogeage après Mai-68 et quitte l'UDR en 1971 pour fonder le « Mouvement pour l'Avenir du Peuple Français ». Il se présente à l'élection présidentielle de 1974 mais se retire en faveur de Jacques Chaban-Delmas. Il incarnait un gaullisme intransigeant et critique envers les dérives du pouvoir. Il meurt d'une crise cardiaque à Genève en août 1974.

⁵⁰ **Jean-Marie Léon Soutou**, né le 18 septembre 1912 à Bruges dans les Basses-Pyrénées et mort le 10 septembre 2003 au Port-Marly, est un résistant français, membre fondateur d'Amitié chrétienne avec l'abbé Alexandre Glasberg. Il est un diplomate et haut fonctionnaire. En 1945, il devient secrétaire d'ambassade (cadre complémentaire) en Yougoslavie. En 1950, il devient administrateur au ministère des Affaires étrangères (affaires économiques) et en 1951, secrétaire des Affaires étrangères. De juin 1954 à février 1955, il devient directeur adjoint de cabinet de Pierre Mendès France (ministre des Affaires étrangères et président du Conseil). Il est ministre plénipotentiaire en 1954 et devient en 1955-1956 sous-directeur d'Europe (Europe orientale) au ministère des Affaires étrangères ; de 1971 à 1975, ambassadeur de France en Algérie. En 1975, il est représentant de la France auprès des Communautés européennes. En 1976, il devient Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Il participe cette année-là aux négociations pour endiguer la crise monétaire européenne de l'année 1976. Il est président de la Croix-Rouge française de 1978 à 1983.

⁵¹ **Jacques de Folin**, né le 11 avril 1919 à Libourne et mort le 17 mars 1998 à Paris, est un diplomate français. Ancien élève de l'Ecole navale, diplômé d'études supérieures de mathématiques, Jacques de Folin est officier d'active de l'armée de mer à partir de 1937. Radié des cadres en 1940, il s'évade de France en 1943 et s'engage dans les forces navales de la France libre ; il est décoré de la médaille de la Résistance et celle des évadés. Après la guerre, il est admis, en novembre 1945, au concours spécial pour l'emploi d'attaché de consulat. Il est aussitôt affecté au service des accords bilatéraux du ministère des Affaires étrangères, qu'il quitte deux

Claude Cheysson : Aucune.

C'est parce que...

Claude Cheysson : Non, il n'était pas du tout dans le...

Oui, lui, il s'occupait d'autres questions.

Claude Cheysson : Lui, il est resté Quai d'Orsay. N'est-ce pas ?

Oui, d'accord, c'est ça.

Claude Cheysson : Moi, je suis passé à Matignon, comme vous savez. Voilà !

D'accord, oui. Parce que ça n'apparaît pas vraiment sur l'organigramme. C'est pour ça que c'est intéressant. On voulait vous poser quelques questions, justement, sur le fonctionnement des deux chambres du cabinet. Parce que sur l'organigramme, on voit apparaître, bien sûr, Boris, enfin une série de gens : Pelabon⁵², par exemple, d'un côté et vous, enfin, sur l'organigramme que nous avons vu, d'ailleurs, qui a été présenté avec les... tout simplement, vous savez, les mémoires de Pierre Mendès France qui s'appellent « Gouverner, c'est choisir ». Et alors vous apparaissez sur l'organigramme du côté Quai d'Orsay, sans doute parce que c'était normal au départ.

Claude Cheysson : Non, formellement, au moment la conférence de Genève, je suis Quai d'Orsay.

Voilà, c'est ça.

Claude Cheysson : Je ne sais plus à quel moment, s'il y a un changement ministériel quelque part, vers la fin de l'année.

ans plus tard en tant qu'attaché d'ambassade à la délégation française auprès des Nations Unies (1947-1949). Secrétaire d'ambassade au secrétariat général du Quai d'Orsay (1949-1951), il exerce la fonction de secrétaire général à la conférence des suppléants des ministres des Affaires étrangères. En novembre 1952, il devient le collaborateur de Robert Schuman, à la tête du Quai d'Orsay, en qualité de chef adjoint puis, en janvier 1953, de chef de cabinet. Il est reconduit dans les mêmes fonctions auprès de Georges Bidault et Pierre Mendès France jusqu'en 1954, date de sa nomination à la direction d'Europe de la direction générale des affaires politiques (1954-1956). Il a été étroitement mêlé aux accords de Genève qui ont mis fin, en 1954, à la première guerre d'Indochine. Premier secrétaire puis deuxième conseiller d'ambassade à Londres (1956-1961), il retrouve la direction d'Europe dont il est sous-directeur d'Europe méridionale (1962-1967). Conseiller diplomatique du secrétaire général du Conseil de l'Europe (1967-1970), il est envoyé à Saïgon comme consul général, où il exerce en fait les fonctions d'ambassadeur (1970-1973). Promu ministre plénipotentiaire en 1972, il est nommé ambassadeur en Jordanie (1973-1975), retrouve le Quai d'Orsay à la tête de la direction d'Amérique (1975-1977). Ambassadeur en Grèce (1977-1980) puis en république d'Irlande (1980-1982), il est admis à la retraite en 1985. Commandeur de la Légion d'honneur, son nom reste attaché à la construction européenne et au renforcement des liens atlantiques ainsi qu'à la défense des droits de l'homme, notamment au Vietnam. Il préside l'Institut de l'Asie du Sud-Est (IDASE) jusqu'à son décès.

⁵² **André Pelabon** (né le 14 mars 1910 à Vieux-Condé dans le Nord, mort le 17 octobre 1984 à Paris) est un résistant, haut fonctionnaire et chef d'entreprise français. Il est nommé à la Libération directeur général de la Sûreté nationale en novembre 1944, à 34 ans. Il est préfet de la Loire-Atlantique de septembre 1946 à janvier 1947. Il est directeur de cabinet du président du Conseil Pierre Mendès France en 1954. Il est chargé par ce dernier d'enquêter dans l'affaire des fuites. Il fait l'objet d'attaques par libelles de la part de Guy Vinatrel, qui fait passer les pamphlets dans les couloirs de l'Assemblée nationale, l'accusant d'être un agent soviétique pour essayer de la déstabiliser. Il est ensuite nommé en mars 1953 préfet des Bouches-du-Rhône. En disponibilité à sa demande début 1956, il rejoint en 1958 l'entreprise familiale des Ateliers du Nord de la France. Sous sa présidence seront construits les turbotrains et les métros de différentes villes.

Oui, il y a un changement ministériel.

Claude Cheysson : À ce moment-là, que je passe à Matignon. Mais, physiquement, je suis passé à Matignon beaucoup plus tôt que ça. Je suis passé à Matignon presque aussitôt mon retour d'Indochine.

Ah, c'est très intéressant.

Claude Cheysson : Parce que vous voyez, je vous dis ça...cliniquement.

Oui.

Claude Cheysson : Parce qu'en fait, il y a eu quelque chose... Il y a eu deux grandes petites pièces, une grande petite ex-chapelle, située entre deux étages à Matignon.

Ah bon ? C'est très agréable, non ? Oui, d'accord, ça, c'est intéressant parce que nous avons aussi un petit problème technique à vous poser, parce qu'on parle de Monsieur Guérin de Beaumont⁵³, en disant qu'en fait, comme Mendès France est extrêmement chargé, il était officiellement secrétaire d'État aux Affaires étrangères, mais qu'on lui confierait des responsabilités plus importantes dès le mois de septembre. En tout cas, ce qui est certain, c'est qu'à la fin du mois de décembre, le président Mendès France est tellement surchargé parce qu'il a amené son débat devant l'Assemblée nationale. Alors, il y a un petit remaniement qui intervient juste à l'heure, au mois de janvier, quand Edgar Faure⁵⁴ quand même le décharge, puisque c'est présenté comme ça, du dossier Affaires étrangères. Mais ça intervient, je dirais, au fond très peu de temps après sa chute. C'est pour ça que personne n'en parle mais il y a quand même un changement ministériel. Enfin, ça apparaît dans les structures du ministère à ce moment-là.

Claude Cheysson : Oui.

Edgar Faure arrive un petit peu avant la chute de Pierre Mendès France.

⁵³ **Jean Michel Guérin du Boscq de Beaumont** est un homme politique français, né le 29 août 1896 à Airlé (Manche) et mort le 13 octobre 1955 à Nice (Alpes-Maritimes). Diplomate, avocat au barreau de Paris, il est candidat malheureux aux élections de 1932. Il participe aux deux guerres mondiales. Refusant la défaite, il gagne Londres en 1941. De Gaulle l'envoie aux États-Unis. Il collabore aux cabinets de Léon Blum et d'André Marie et occupe des fonctions importantes au ministère des Affaires étrangères. En 1951, il est élu député indépendant de la Manche. Il occupe successivement au gouvernement Pierre Mendès France, les postes de secrétaire d'État aux Affaires étrangères du 19 juin au 3 septembre 1954 (chargé notamment de la CED), ministre de la Justice du 3 septembre 1954 au 20 janvier 1955 et ministre d'État du 20 janvier au 23 février 1955. Il meurt alors qu'il est parlementaire.

⁵⁴ **Edgar Faure**, né le 18 août 1908 à Béziers et décédé le 30 mars 1988 à Paris, a marqué l'histoire politique française par son parcours riche et diversifié. Après des études de droit, langues orientales (russe) et lettres, il devient à 21 ans le plus jeune avocat de France. Adhère d'abord au Parti républicain-socialiste, puis au Parti radical-socialiste. Sous la IV^e République, il est nommé successivement secrétaire d'État aux Finances, ministre du Budget, ministre de la Justice, ministre des Finances, ministre des Affaires étrangères ; deux fois, président du Conseil en 1952 et de 1955 à 1956. Il instaure l'état d'urgence en Algérie, favorise la décolonisation de la Tunisie et du Maroc, et relance la construction européenne avec la conférence de Messine. Sous la V^e République, il devient ministre de l'Agriculture (1966-1968), ministre de l'Éducation nationale (1968-1969), ministre d'État chargé des Affaires sociales (1972-1973), puis président de l'Assemblée nationale de 1973 à 1978. Il met en place des réformes telles que la Loi d'orientation de l'enseignement supérieur en 1968, la généralisation de la retraite complémentaire. Il est élu à l'Académie française en 1978 et nommé président de la Mission pour la célébration du bicentenaire de la Révolution française jusqu'à son décès.

Claude Cheysson : Mais qui ne jouera absolument pas sur les dossiers dont s'occupe personnellement Mendès.

Mais alors, cela nous amène à poser la question des relations entre Pierre Mendès France et Edgar Faure. Je pense qu'il y a le.... Qu'est-ce que vous pourriez en dire ?

Claude Cheysson : Bon ! Parce que tout le monde sait. Ils se connaissent depuis toujours. Il y a une très grande estime intellectuelle de l'un pour l'autre. En plus, les couples se connaissent. Edgar connaît Lili Mendès France⁵⁵ et Pierre Mendès France connaît Lucie Faure⁵⁶ (je ne commenterai pas) qui est une personne redoutable. Et il y a en même temps une incompatibilité totale entre eux. Oui, Edgar Faure, c'est de l'hyper-Mitterrand, si je peux dire. Mais il y a de l'estime et, puis, ils sont du même parti.

Bien sûr.

Claude Cheysson : Edgar est bien encore au Parti radical⁵⁷ à ce moment-là.

⁵⁵ **Lily Mendès France**, née Liliane, Léa Cicurel le 28 février 1911 au Caire en Egypte, elle se marie le 26 décembre 1933 à Louviers (Normandie) avec Pierre Mendès France, un homme politique français d'origine portugaise et l'ancien président du Conseil. Elle était une artiste peintre talentueuse mais méconnue. Elle a vécu dans l'ombre de son mari, s'effaçant devant sa carrière politique. Passionnée de peinture, elle a pratiqué cet art avec dévotion, bien que son œuvre soit peu connue du grand public. Elle est décédée le 27 novembre 1967 à Suresnes des suites d'un cancer à l'âge de 56 ans. Pendant la Seconde Guerre mondiale, son mari a été arrêté et emprisonné, puis s'est évadé pour rejoindre les Forces Aériennes Françaises. La famille a connu des difficultés matérielles lors de leur exil aux États-Unis. Les Français l'ont découverte en 1954 lorsque son mari est devenu président du Conseil. Malgré son rôle discret, elle s'adonnait avec passion à la peinture. Une exposition de ses œuvres est évoquée, mais aucune information précise n'est disponible sur une éventuelle réalisation. https://www.persee.fr/doc/etnor_0014-2158_2019_num_11_1_3951

⁵⁶ **Lucie Faure** (1908-1977), née Lucie Meyer en 1908 à Paris, est une figure marquante du XXe siècle, connue pour ses contributions dans les domaines des lettres, des arts et de la diplomatie. Elle est une femme de lettres, une romancière et directrice de revue. Elle descend d'une famille alsacienne ayant fui l'occupation allemande. Guidée par son oncle Julien Cain, Lucie Faure développe très tôt une passion pour la lecture et les arts. Elle s'inscrit à la Sorbonne, où elle suit des cours d'histoire de l'art et devient religieuse d'art, atteignant une renommée internationale. En 1931, elle rencontre Edgar Faure, jeune avocat, avec qui elle se marie. De cette union naissent deux filles, Sylvie et Agnès, toutes deux devenues psychanalystes. En 1937, la Ville de Paris lui confie la reliure des Livres d'or offerts aux princesses d'Angleterre, marquant ainsi son expertise et son talent. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle se trouve à Alger, où son mari, Edgar Faure, rejoint l'équipe du général de Gaulle. Elle est attachée au Commissariat des Affaires étrangères du Comité français de la Libération nationale. Parmi ses publications notables, on trouve *Journal d'un voyage en Chine* (1958) et *Les Passions indécises* (1961), publiés chez Julliard. Lucie Faure s'éteint en 1977 à Boissise-la-Bertrand (Seine-et-Marne), laissant derrière elle un héritage riche en contributions culturelles et littéraires.

⁵⁷ L'organisation dite communément **Parti radical** se nomme en réalité Parti républicain radical et radical-socialiste. À sa naissance, le 21 juin 1901 à Paris, ce parti hérite de la tradition des divers comités radicaux dont le programme avait été exprimé par Gambetta (Belleville, 1869) puis par Clemenceau (Montmartre, 1881) ; plusieurs radicaux avaient déjà été présidents du Conseil (Ferdinand Buisson, Charles Floquet et Léon Bourgeois, le théoricien du solidarisme). Le Parti radical unifie des tendances rivales : les comités radicaux et progressistes (Buisson), les républicains radicaux-socialistes de la Seine et le comité de la rue Cadet (Clemenceau). C'est un rassemblement hétéroclite de comités électoraux de loges maçonniques, de sections de la Ligue des droits de l'homme et de la Ligue française de l'enseignement. Le Parti radical est surtout une machine électorale, dominée par les notables et les parlementaires qui sont membres de droit du comité exécutif élu par un congrès annuel. Aussi ses structures sont-elles toujours restées très lâches. Laïque et anticlérical, il est enraciné dans les milieux petit-bourgeois et paysans des pays du sud de la Loire ; il se proclame « résolument attaché au principe de la propriété privée » (programme de Nancy, 1907) ; conservateurs en matière sociale, les radicaux voient dans l'accession des salariés à la propriété le remède aux problèmes de la société industrielle. Parti de gauche face à une droite cléricale, sa conviction laïque est symbolisée par l'action du président du Conseil Émile Combes (1902-1905), qui dirige le parti jusqu'en 1913. Clemenceau, du Conseil de 1906 à 1909, participe peu à la vie du parti, dont l'évolution est marquée par l'élection à la présidence du « technocrate » et affairiste Joseph Caillaux aux dépens du « quarante-huitard » Camille Pelletan (1913). <https://www.edgarfaure.fr/le-parti-radical/>

Oui. Il l'est encore.

Claude Cheysson : Bon, voilà !

Donc, c'est ça, il y a une estime. Donc, ce n'est pas du tout surprenant. Pas du tout ! Mais sur les dossiers dont s'occupe Mendès, personne d'autre ne s'en occupe. C'est vraiment lui qui les suit.

Claude Cheysson : Oui. On a fait cette utilité. Les services, par l'intermédiaire du membre du cabinet qu'il a chargé de suivre. Voilà comment ça se passe. Donc, jamais l'affaire tunisienne ne reviendra au Quai d'Orsay, pendant tout son temps.

Oui, dans ces cas-là, c'est ça, l'affaire est gérée finalement, essentiellement à Matignon.

Claude Cheysson : Elle est gérée à Matignon. Le porte-serviettes de Matignon qui est moi dans l'affaire tunisienne, devra enfin assurer la liaison avec le Quai d'Orsay. Elle est gérée. Et il reçoit personnellement le général commandant les Forces françaises en Tunisie. Je veux dire, il est branché directement sur les acteurs.

Ce qui est très frappant dans la méthode qu'il utilise, évidemment, aussi dans l'affaire tunisienne, c'est que tout en souhaitant négocier sur un certain nombre de dossiers pour préparer l'idée d'indépendance, de l'interdépendance interne, il n'hésite pas à montrer la force. C'est à dire qu'il y a quand même des contingents. Il y a donc des forces qui sont déployées en Tunisie. Il n'hésite pas à faire son voyage avec le maréchal Juin⁵⁸. Alors, je voulais vous demander justement avec quelques mots ce que vous pensez des personnalités militaires qui ont joué un rôle dans cette affaire. Je pense en particulier au poids, je crois qu'il a mis tout son poids personnel dans la demande d'habilitation, si on peut dire, du général Boyer de Latour⁵⁹ en Tunisie, comme commissaire général. Qu'est-ce que vous pensez de cette affaire ?

⁵⁸ **Le Maréchal Alphonse Juin** est né le 16 décembre 1888 à Bône, en Algérie, il grandit dans une famille modeste. Il intègre l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1909 et en sort diplômé en 1911. Il est ensuite affecté au 2e régiment de tirailleurs algériens. Il est l'un des grands chefs de l'armée de la Libération en 1943-1944 et il s'illustre surtout à la tête du corps expéditionnaire français en Italie qui, le 13 mai 1944, remporte la victoire du Garigliano, ouvrant les portes de Rome aux Alliés qui piétinaient devant le Monte Cassino. Il est considéré comme l'un des plus grands stratèges militaires français de tous les temps. Son parcours militaire impressionnant et ses talents stratégiques ont fait de lui une figure emblématique de l'Armée française. Il est le seul général de la Seconde Guerre mondiale à avoir été élevé à la dignité de maréchal de France de son vivant, en 1952. Après la guerre, Juin continue à servir dans l'armée française. Il est nommé chef d'état-major de l'armée en 1949. Il joue également un rôle important dans la guerre d'Indochine.

⁵⁹ **Le général Pierre Georges Jacques Marie Boyer de Latour du Moulin** (1896-1976) est un haut gradé de l'armée française, connu pour son rôle dans plusieurs conflits et sa participation à la décolonisation. Engagé volontaire à 18 ans, il participe à la Première Guerre mondiale et termine la guerre avec le grade de lieutenant. Durant la Seconde Guerre mondiale, il commande le 2e groupe de tabors marocains (2e GTM) et participe à la campagne d'Italie, à la libération de Marseille, et aux combats en France et en Allemagne. De 1947 à 1949, il occupe des postes militaires et civils, notamment comme commissaire de la République en Cochinchine. Nommé résident général de France en Tunisie en 1954, il met en place l'autonomie interne. En 1955, il devient résident général au Maroc, mais démissionne en désaccord avec la politique de décolonisation. Le général Boyer de Latour du Moulin est connu pour son engagement en faveur des goudiers marocains et son rôle dans la décolonisation de l'Afrique du Nord. Il a également écrit plusieurs ouvrages sur ses expériences militaires et politiques.

Claude Cheysson : J'ai été un peu surpris de votre manière d'exprimer votre pensée, que je trouve tout à fait juste. " Il n'hésite pas à employer la force." Ce n'est pas du tout l'expression. Mendès n'imagine pas négocier autrement qu'en position de force.

Oui.

Claude Cheysson : Donc, sur l'Indochine, position de force, c'est la menace de la généralisation de la guerre. C'est surtout la menace américaine. Et il se construit ça avant d'aller à Genève dans les quelques heures qui suivent son investiture. En Tunisie, il envoie des renforts.

C'est ça, absolument.

Claude Cheysson : Dès le début. Et il prend des positions très raides. Dès le départ, il déclare : *"Indépendance, non. Autonomie interne, défense, affaires étrangères, ça reste en français. Alors, ce n'est pas la peine de négocier si vous n'avez pas compris ça. Vous l'avez bien compris ? Position de force !"* Alors là, le coup de culot absolument fantastique qui, pour moi, reste un des grands moments. Je ne sais plus à quel moment, il a introduit cela mais les fellagas⁶⁰ doivent rendre leurs armes.

Bien sûr.

Claude Cheysson : Et les rendre à qui ? Pas à une puissance tierce. Remarquez que jamais Mendès, dans ses négociations, n'essaye de faire intervenir une puissance tierce, les Nations Unies ou quoi que ce soit. Il est assez onusien mais pas du tout quand il s'agit de défendre un intérêt français. Il est très (très) français, se défendant. Il est très gaullien se défendant.

Oui, c'est ça dans sa manière de faire. Il m'a beaucoup frappée en relisant tous ses textes.

Claude Cheysson : Et alors, c'est là qu'il y a ce phénomène historique qui est Bourguiba. C'est que Bourguiba comprend que l'autonomie interne, d'ailleurs il me le dit, mais je préfère ne pas le répéter. *"Autonomie interne, de toute façon, on est en indépendance. Donc, il faut accepter l'autonomie interne."* Alors, beaucoup plus fort ! Bourguiba, dès qu'il sait que la France demande la reddition des armes des fellagas, Bourguiba qui est encore en résidence surveillée à ce moment-là, qui n'a aucune responsabilité officielle, Bourguiba prend officiellement position pour la reddition des armes par les fellagas, ce qui est d'un courage extraordinaire. Il sait très bien ce qu'il fait. Cela a un impact considérable. C'est là que se place une anecdote, je ne sais pas si je vous l'ai racontée. Un matin, un jour, j'étais dans le bureau de Mendès qui recevait le général commandant les Forces françaises en Tunisie pour parler de je ne sais pas quoi. L'entretien se termine, le général quitte son bureau. Je revois le bureau, il n'était pas dans le bureau habituel de Premier ministre, il était au coin. Mendès me garde quelques minutes. À ce moment-là, la porte se rouvre brusquement. Je ne vous ai pas raconté l'histoire.

Non, je ne crois pas.

⁶⁰ Le terme **fellagha** a été utilisé pour désigner les rebelles lors de la Première Guerre mondiale en Tunisie, puis pendant le mouvement d'indépendance tunisien (1952-1954) et la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962). Il a été employé par les troupes françaises pour désigner les rebelles et les combattants de l'armée rebelle. Le terme "fellagha" a une signification complexe et historique, reflétant les luttes et les aspirations des peuples nord-africains dans leur quête de souveraineté et d'identité nationale.

Claude Cheysson : À notre étonnement, on voit le général qui vient d'ouvrir la porte comme ça, n'ayant été introduit par personne, qui se met au garde-à-vous, qui salue Mendès en lui disant : “*Monsieur le président, il faut que vous sachiez, avec un homme comme vous, nous avons confiance.*” L'anecdote est intéressante mais elle est, en plus, tout à fait passionnante. L'armée française, autrement dit, a très rapidement accepté la marche vers l'indépendance. Alors, on dira que l'habileté d'amener Juin, avait joué mais bien plus encore son style.

Le style de Juin ?

Claude Cheysson : Le style de Mendès.

De Mendès, oui, c'est ça parce que Juin, aussi, avait du panache.

Claude Cheysson : Surtout, on négocie en position de force. On ne négocie pas en position de faiblesse. Ça, pour lui, c'est fondamental. C'est d'ailleurs ce qu'il essaiera d'avoir, sans succès, avec les Américains quand ils iront à Washington pour se présenter. Et le discours aux Nations Unies qui précède la visite à Washington, n'est pas prononcé au hasard. À mon avis, bien que là-dessus, je ne sois pas aussi informé, le fait qu'il donne le top qui ultérieurement mènera à l'arme nucléaire française, avant le voyage aux États-Unis, relève exactement de la même approche. Exactement !

Oui.

Claude Cheysson : Parce que pour les Américains, c'est quelque chose que la France ose faire ça. La France, dans l'état de faiblesse connu où elle est, que les Américains, d'ailleurs, font tout pour confirmer. Ils jouent contre le franc⁶¹. Que la France se permette d'envisager d'avoir l'arme nucléaire et d'avoir son arme nucléaire. Les Anglais ont l'arme américaine. C'est exactement l'approche dont nous parlions tout à l'heure.

Oui, c'est ça. C'est l'approche de...

Claude Cheysson : C'est une négociation tenue par l'économie et par l'affaire tunisienne. La négociation tunisienne, à mon avis, est admirablement menée. Le vrai partenaire tunisien étant Bourguiba qui ne connaît pas les dossiers. Le gouvernement de Tahar ben Ammar⁶², c'est bien ça ?

⁶¹ Le franc est une ancienne unité monétaire française qui a été utilisée pendant plus de six siècles, de 1360 à 2002. Il a été remplacé par l'euro le 1er janvier 2002, bien que le franc ait continué à avoir cours légal jusqu'au 17 février 2002. Le 1er janvier 1999, le franc devient une subdivision nationale de l'euro, avant de perdre son cours légal le 17 février 2002. 1 euro équivaut à 6,55957 francs français (FRF). Le franc reste une partie importante de l'histoire monétaire française, marquant plusieurs siècles de transactions et d'évolutions économiques.

⁶² **Le gouvernement Tahar Ben Ammar** est le dernier gouvernement tunisien formé avant l'indépendance de la Tunisie pendant le protectorat français. Il a joué un rôle crucial dans la négociation des accords d'autonomie interne et du protocole d'indépendance, devenant ainsi le premier gouvernement de la Tunisie indépendante pour quelques semaines. La Tunisie est au bord de la guerre civile, les accrochages entre l'armée française et les fellagas se multiplient, les attentats terroristes aussi. Entre le 19 mars et le 23 juillet, 54 civils français et tunisiens sont tués, ainsi que 21 membres des forces de l'ordre et 53 fellagas. Pierre Mendès France est investi au poste de président du Conseil. Il transforme l'ancien secrétariat d'État en ministère des Affaires marocaines et tunisiennes, dévolu à Christian Fouchet. Mendès France tente de ramener le calme en Tunisie en annonçant sa volonté de mettre en place un gouvernement d'union nationale chargé de négocier les conditions d'accès à l'autonomie interne du pays. Les négociations débutent à Tunis le 4 septembre entre Tahar Ben Ammar, Aziz Djellouli, Mongi Slim, Mohamed Masmoudi et Christian Fouchet. Les principaux points de blocage sont le statut des territoires du Sud, la représentation des Français dans les institutions et la direction

Oui c'est ça, Tahar ben Ammar.

Claude Cheysson : C'est un singulier... Le bey⁶³ n'existe pas. Le négociateur tunisien Mongi Slim, était un redoutable négociateur, inlassablement répétant les mêmes choses mais un vrai nationaliste, couvert par Bourguiba. Et tout ça débouche... Est-ce que Mendès a cru qu'on s'arrêterait à l'autonomie interne ? Je ne peux pas le croire.

C'est une question que je voulais vous poser, justement.

Claude Cheysson : Je ne peux pas le croire. Ça ne l'aurait pas choqué car que ces pays deviennent indépendants, c'était pour lui, quand même, dur à accepter. Après avoir été des protectorats français, ils deviennent indépendants, pour lui, c'était dur à accepter. Ça mène à une digression mais vous ne m'avez pas posé la question. Vous vous souvenez, il me l'a posée l'autre jour. Premièrement, je ne crois pas qu'on se rende compte à ce moment-là, même lui, de la gravité de ce qui se déclenche en Algérie.

Oui, en fait, je vais quand même vous poser la question.

Claude Cheysson : Deuxièmement, pour lui, l'indépendance de l'Algérie est inimaginable. L'Algérie, c'est la France. Il n'a pas donné d'indépendance à la Bretagne ou à la Corse. Inimaginable ! Il est très critique sur le fait que nous n'ayons jamais tenu parole en Algérie, très choqué de la force des grands propriétaires, etc. Lui, républicain jusqu'au bout des oreilles, républicain parlementaire, scandalisé que la grande majorité des peuples algériens ne veulent pas s'y opposer, à l'élection. Mais de là à imaginer que l'Algérie soit indépendante...

des services d'ordre. Malgré les annonces de Pierre Mendès France, les fellagas n'avaient pas suspendu la lutte armée. Entre le 1er mai et le 1er novembre, on déplore 42 civils tués ainsi que 34 soldats ou policiers et 147 fellagas. Habib Bourguiba est partisan d'un arrêt des combats afin d'accélérer la négociation des conventions. Cependant, au sein du Néo-Destour, beaucoup se disent que c'est la lutte armée qui a convaincu le gouvernement français qu'il fallait négocier. Les négociations débutent à Tunis le 4 septembre entre Tahar Ben Ammar, Aziz Djellouli, Mongi Slim, Mohamed Masmoudi et Christian Fouchet. Les principaux points de blocage sont le statut des territoires du Sud, la représentation des Français dans les institutions et la direction des services d'ordre. Le 11 novembre, le gouvernement français adresse un ultimatum aux négociateurs tunisiens en subordonnant la poursuite des négociations à la fin du « fellagisme ». Le 20 novembre, un accord est trouvé et stipule que les fellagas doivent remettre leurs armes aux autorités françaises et tunisiennes. La chute du gouvernement Mendès France le 5 février 1955 conduit à la nomination d'Edgar Faure comme président du Conseil. Pierre July prend la succession de Christian Fouchet au ministère des Affaires marocaines et tunisiennes et continue les négociations. Les conventions de La Marsa sont abrogées. Seul le traité du Bardo est encore applicable. Boyer de Latour quitte ses fonctions de résident général. Roger Seydoux est nommé haut-commissaire de France. Le 1er septembre, pour la première fois, le bey scelle des décrets non revêtus du visa résidentiel. Un nouveau gouvernement est formé. L'élection de l'Assemblée constituante est avancée au 25 mars. C'est une formalité pour le Front national dirigé par le Néo-Destour. Le 8 avril, l'Assemblée constituante se réunit en présence du bey et du haut-commissaire de France. Habib Bourguiba est élu président de l'Assemblée à l'unanimité par acclamation. Le gouvernement tunisien veut disposer d'une armée sous ses ordres, ce qui n'est pas prévu par les conventions. L'annonce de la prochaine indépendance du protectorat marocain est le signal qu'attendait le gouvernement tunisien pour relancer les négociations. Le 20 mars 1956, la France reconnaît solennellement l'indépendance de la Tunisie. Le 25 mars 1956, Tahar Ben Ammar organise les premières élections libres, pluralistes et loyales de l'histoire de la Tunisie. Sa tâche accomplie, Tahar Ben Ammar présente au bey la démission de son gouvernement.

⁶³ **Le bey de Tunis** est à l'origine un gouverneur représentant l'empire ottoman à Tunis (Tunisie). Le régime beylical, qui met fin à l'épisode d'Ibrahim Cherif qui suit la dynastie des Mouradites, se transforme rapidement en monarchie dont le bey est le souverain. À partir du XVIII^e siècle, les beys issus de la dynastie des Husseinites, fondée par Hussein Bey, acquièrent une autonomie de fait, c'est-à-dire une quasi-indépendance, vis-à-vis de leur suzerain : le sultan ottoman. Bien que son pouvoir effectif soit affaibli par le protectorat français à partir de 1881, c'est après l'indépendance de la Tunisie, proclamée en 1956, que les beys perdent définitivement leur pouvoir qui est déjà passé de fait dans les mains du parti du Néo-Destour de Habib Bourguiba. Un éphémère royaume de Tunisie s'installe, bientôt chassé par la république, proclamée en 1957.

Alors, sur ce dossier-là, a-t-il laissé assez large carte blanche à François Mitterrand⁶⁴, ministre de l'Intérieur ?

Claude Cheysson : Oui, c'est-à-dire, il a considéré que c'était un dossier de sécurité. Il n'a pas voulu y voir autre chose.

Ah oui d'accord !

Claude Cheysson : Alors, est-ce qu'au fond de lui-même, dès ce moment-là, il se rendait compte que ça deviendrait autre chose ? C'est probable, l'homme était trop intelligent. Mais, de toute façon, le moment le moment n'était pas venu et, quand par la suite, on lui reparlait de ça et qu'on lui demandait s'il ne regrettait pas de ne pas s'être attaqué au dossier algérien en même temps, pour lui, il n'en était pas question. Il regrettait un peu de ne pas s'être attaqué au dossier marocain, en même temps par la suite. Mais le dossier algérien, non, pas un instant à ce moment-là. Pas un instant, il n'a conçu le dossier algérien comme un parallèle du paysage. Parallèle, le mot n'est pas exact, comme semblable d'une certaine manière au dossier tunisien, alors qu'il voyait bien le dossier marocain comme tout à fait semblable, analogue au dossier tunisien. Mais l'Algérie, non. L'Algérie, c'était la France. L'Algérie élisait des députés. Donc, elle relevait pour lui de l'approche nécessaire du souverain de la République parlementaire par rapport à ses provinces, par rapport à ses départements. Et, tant que Mendès, contrairement à ce que l'on a dit, il sentait l'admiration que j'ai pour cet homme, ce que je veux dire, n'est donc pas une critique, c'est une analyse. Mendès n'a pas du tout été un champion de l'indépendance des pays colonisés. Pas du tout ! Et si la Tunisie avait pu en rester à l'autonomie interne, ça n'aurait pas été pour lui déplaire. Champion de la décolonisation, non. Reconnaisant des droits des peuples, oui. Mais les droits des populations des départements d'Algérie, ces droits devaient être reconnus dans le cadre de la France.

Et par attachement affectif et rationnel, je dirais, ou bien parce qu'il estimait que c'était par ces colonies que la France avait un rôle important à jouer dans le monde.

Claude Cheysson : Je ne m'étais pas posé la question de la sorte. Mais, certainement, je prendrais le premier terme de votre question. Non, je ne crois pas qu'il ait jamais considéré que notre présence outre-mer était un élément de notre force. Il la voyait en France même. Il la voyait purement et simplement dans le génie français. Je le sais d'entendre celui-ci l'exprimer de toutes les manières possibles : sciences, lettres, culture, langue mais aussi recherche, capacité scientifique, etc. Je ne crois pas qu'il ait jamais considéré que notre conquête coloniale était pour nous un élément de force.

Partageait-il l'idée qui est celle d'un certain nombre d'intellectuels, celle aussi de ceux qui ont joué un rôle en Algérie, je pense en particulier à celui de deux instituteurs fonctionnaires qu'après tout, permettre à l'Algérie d'être dans la France, c'était de donner une chance, quand même, à un autre peuple parce qu'ils savaient bien que c'était un autre peuple ? En fait, de partager aussi ses valeurs démocratiques. Est-ce que vous voyez ce que je veux dire ? Parce qu'on le trouve parfois dans des lettres, justement de fonctionnaires.

⁶⁴ **François Mitterrand** (1916-1996) est une figure majeure de la politique française. Il a été président de la République de 1981 à 1995, marquant ainsi l'histoire de la gauche française.

Claude Cheysson : Je vois très bien ce que vous voulez dire. Je ne crois pas qu'il ne se soit jamais posé le problème de... Et si nous étions pas allés en Algérie en 1830. Je ne crois pas qu'il ne se soit jamais posé cette question-là. Je peux me tromper mais je ne crois pas. Mais, ceci dit, il pensait que chaque peuple a droit à son développement, à son plein essor. Les peuples arabes et kabyles d'Algérie aussi. D'où, leur donner le droit de vote, la scolarisation, le statut de la femme, etc... dans le cadre français qui était le leur. Dans le cadre français et sous l'autorité du Parlement auquel ils devaient être présentés, même si cela signifiait ensuite un nombre d'Arabes et de Kabyles très important à l'Assemblée. Et ça, ils l'acceptaient, ils ont accepté les conséquences.

Et avez-vous le sentiment, parce qu'après on va passer à la période suivante où vous restez aux Affaires tunisiennes. Vous êtes aux Affaires tunisiennes, disons plutôt, sous M. Savary. Est-ce que vous, vous avez le sentiment, au moment de sa chute, de son départ que, finalement, dans l'opinion publique, on lui reprochait une partie de ses décisions qui concernaient l'outre-mer ? Ou pensez-vous que, comme cela apparaît dans les textes, c'est plutôt pour des problèmes internes ? Comment avez-vous jugé ce moment assez tragique, quand même, de son départ ? Est-ce que vous aviez le sentiment que les Français ne le soutiennent pas ?

Claude Cheysson : Eh bien, ça dépend où.

Oui, c'est vrai.

Claude Cheysson : Au Parlement, il y a, à ce moment-là, une majorité qui lui reproche les positions qu'il a prises et les conséquences que cela peut avoir en Algérie. Mais ce qu'on lui reproche, ce n'est pas du tout une marche pour l'indépendance, c'est l'affirmation de l'égalité des droits de tous les Algériens, c'est l'émancipation des peuples algériens. René Meyer⁶⁵ ne peut pas lui pardonner cela, c'est l'évidence même. Il aurait prôné une hypothèse absurde, l'indépendance de l'Algérie, qu'il... que René Meyer ait été moins opposé. Mais non ! Ce qu'il ne pouvait pas accepter, c'était la recommandation du droit de vote, la recommandation du développement, etc. Donc, à l'Assemblée, oui, on lui en veut pour cela. Ceci dit, le sentiment majeur à l'Assemblée, c'est que ce bonhomme, il est impossible. On ne peut pas jouer tranquille avec lui. Alors, revenons vite à nos jouets favoris. Et là, il faut reconnaître que la perspective d'Edgar Faure est merveilleuse.

Vous trouvez ? Parce qu'alors là...

Claude Cheysson : On va commencer à s'amuser. On ne s'amuse pas avec Mendès. Non, ne riez pas !

Non, mais je ne suis plus Française.

⁶⁵ **René Mayer** (1895-1972) est un homme politique et haut fonctionnaire français, né à Paris. Il a joué un rôle important dans la vie politique française de l'après-guerre, notamment pendant la Quatrième République. Il a été ministre des Finances et des Affaires économiques (1947-1948, 1951-1952) ; ministre de la Défense nationale (1948-1949) ; ministre de la Justice (1949-1951) ; président du Conseil (janvier-mai 1953) ; haut-commissaire aux Affaires allemandes (1945-1946) ; président de la Haute Autorité de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) de 1955 à 1957. René Mayer était un partisan convaincu de la construction européenne. Il a présidé la Haute Autorité de la CECA, une institution précurseur de l'Union européenne, et a contribué aux négociations sur le Marché commun. René Mayer est décédé à Paris en 1972. Son épouse, Denise Mayer, a publié des témoignages et documents sur son action politique.

Claude Cheysson : Croyez-moi, c'est aussi... C'est ce jeu de la suite, c'est tout.

Le président du Conseil.

Claude Cheysson : Un petit peu interloqué. Et, à ce moment-là, entre Jacques Duhamel⁶⁶ dans son cabinet et Edgar dit à Jacques Duhamel : “ *Eh bien voilà, je viens de proposer à Cheysson de venir au cabinet et il me dit que non, que je suis un salaud, qu'il ne veut pas venir.* ”

Il n'était pas habitué à ce genre de truc.

Claude Cheysson : Bon, passons ! Donc, du côté de l'Assemblée, sentiment majeur, on est le bas, c'est le bonhomme. Du côté de l'opinion, vous savez, on n'est pas bon juge dans les cas semblables. Du côté de l'opinion, il y a, je dirais, plus de découragement de voir les conditions dans lesquelles on a mis Mendès dehors, qu'autre chose. Et c'est certainement le sentiment qu'il a de lui-même. Il ne ferait pas ce geste incroyable, à part un parlementaire aussi respectueux des procédures parlementaires, de remonter à la tribune. Mais il sait que pour l'opinion avec laquelle il a vécu, causer le samedi, c'était une grande chose. N'oubliez pas qu'il n'y a pas de télé à ce moment-là et qu'un président du Conseil qui, chaque semaine, vient très simplement dire : voilà les problèmes actuels. Non pas dire : votez pour moi à la prochaine élection. Mais voilà les problèmes, voilà comment je les vois. Elles sont très impressionnantes ces causeries. Il y a des côtés très curieux de Mendès, ce n'est pas un bon orateur. Dans les grandes réunions publiques et autres, il n'est pas très bon. Mais, en revanche, dans le contact direct avec des jeunes, avec tel ou tel milieu, il est extraordinairement convaincant. Et ce que personne n'aurait pu prévoir, moi, je l'aurais connu avant, je ne l'aurais pas prévu. Il arrive à faire passer ça dans les *Causeries du samedi*⁶⁷.

Donc, l'opinion, à mon avis, c'est le souvenir que j'en ai, en reconnaissant que ce n'est pas l'objectif. C'est de dire : Bon oui, bien sûr, c'est la vie politique. Mais l'opinion ne lui fait pas de reproche. Qu'on soit sorti d'Indochine, c'est un élément, au contraire, que l'opinion bénit. La manière dont l'affaire tunisienne est menée très rapidement, l'opinion, elle n'a rien contre. Elle n'est pas enthousiaste mais elle n'a rien contre. Certaines prises de position en face des Américains et autres, c'est bien vu dans l'opinion. On est assez fier de ce bonhomme, c'est vrai. Mais il n'y a pas de grand mouvement quand il est flanqué dehors, parce que le monde politique, c'est comme ça. La situation était moins grave qu'actuellement sur ce plan-là. Actuellement, je m'excuse de ce saut, moi, je suis épouvanté. Je tiens encore beaucoup de réunions avec des jeunes en particulier, des jeunes qui sont à la fin de l'enseignement supérieur ou quelques années après. Ils sont beaucoup plus politiques qu'il y a dix ans. Politiques, c'est-à-dire que les problèmes de société les angoissent

⁶⁶ **Jacques Duhamel** (1924-1977) était un homme politique français influent, connu pour son engagement dans divers domaines politiques et culturels. Ministre de l'Agriculture (1969-1971), il a développé des mesures sociales, favorisé les groupements fonciers, augmenté les crédits des bâtiments d'élevage, et assuré aux agriculteurs l'effet normal de la dévaluation. Il a contribué à la mise en œuvre du premier système de régulation des marchés agricoles. Ministre des Affaires culturelles (1971-1973), il a marqué la politique culturelle française par des initiatives comme la création du Fonds d'intervention culturelle (FIC), la réforme de l'Opéra et la nomination de personnalités comme Jack Lang à la direction du théâtre de Chaillot. Il a promu la culture en France et à l'étranger, en favorisant des initiatives comme le Festival d'automne à Paris et en soutenant des artistes et des institutions culturelles. Député du Jura, il a été élu plusieurs fois, où il a défendu des causes locales et nationales. Il a cofondé le parti Centre Démocratie et Progrès (CDP) pour donner du corps au centre droit français.

⁶⁷ **Les causeries de Pierre Mendès France** (juin 1954-janvier 1955). Président du Conseil entre 1954 et 1955, Pierre Mendès France rendait compte à la nation de l'action de son gouvernement sur les ondes de la RTF chaque samedi soir.

parce qu'ils ont peur pour eux. C'est très bien, du coup, ils posent des questions et c'est passionnant ce genre de réunion. On fait ça toujours au Mont-de-Marsan, à Bordeaux, à Strasbourg dans huit jours. C'est passionnant, merveilleux et le débat qui suit est fantastiquement animé, mais il n'y a pas une question sur les partis politiques. Et si, par hasard, soi-même, on dit le dernier scandale, c'est le dernier scandale. Bien sûr, c'est juste comme ça mais c'est extraordinaire. Telle que se présente l'élection présidentielle, les jeunes quand je vais les revoir maintenant ils auront une liste complète, ambiante. Alors, du temps de Mendès, on n'en est pas là mais qu'un type comme Mendès soit flanqué dehors. Il n'y a pas de courant anti Mendès, à ce moment-là, dans l'opinion.

Oui, c'est ça.

Claude Cheyssson : Et il restera une référence pour les jeunes, bien au-delà du rationnel. Encore à l'heure actuelle, il y a un mythe. On ne sait plus très bien qui c'est mais, voilà, il disait les choses. Il y a un mythe.

On entend souvent dire: " Il nous faudrait un Pierre Mendès France." Ça se dit encore très fréquemment.

Claude Cheyssson : C'est très curieux.

Très curieux, tout à fait.

Claude Cheyssson : Et un petit peu dans tous les milieux. L'autre jour, j'ai été invité, ce qui est tout à fait inhabituel parce que je ne suis pas maçon moi-même et que Mendès n'était plus maçon, à une Tenue Blanche⁶⁸ par six loges ou sept loges. Mendès est un mythe, c'est très étrange. Il ne s'est pas construit tout de suite, il est venu après. Il s'est laissé prendre par cela, d'où Charléty⁶⁹.

⁶⁸ **Les Tenues Blanches** des loges maçonniques se divisent en deux catégories principales : les Tenues Blanches ouvertes (TBO) et les Tenues Blanches fermées. La Tenue Blanche ouverte est ouverte au public, incluant des profanes (non-maçons) et des francs-maçons. L'orateur est un franc-maçon qui traite un thème lié à la franc-maçonnerie (laïcité, histoire, philosophie, etc.). Elles se déroulent dans des locaux maçonniques, mais pas nécessairement dans le temple. Les membres portent généralement un cordon maçonnique, même les apprentis. Les tabliers ne sont pas portés. L'objectif est de présenter les travaux de la loge et faire connaître la franc-maçonnerie. Les Tenues Blanches fermées sont réservées exclusivement aux francs-maçons ; l'orateur est un profane (non-maçon) ; cela se déroule dans des locaux maçonniques. Les membres portent uniquement le cordon maçonnique. Les tabliers ne sont pas portés. L'organisation est très stricte, avec des règles spécifiques pour la réception de l'orateur. La tenue vestimentaire est un costume spécifique adapté au rite pratiqué, généralement composé d'une veste à revers, d'un pantalon assorti et d'une chemise blanche. La symbolique est uniformisation, dignité, respect et engagement envers les valeurs maçonniques. Les accessoires sont les tabliers portés uniquement par les membres lors des tenues régulières, mais pas lors des Tenues Blanches ; le cordon porté par tous les membres, y compris les apprentis, lors des Tenues Blanches ; les gants blancs peuvent être portés pour symboliser la pureté et le respect. Les Tenues Blanches, qu'elles soient ouvertes ou fermées, sont des moments importants pour la franc-maçonnerie, permettant de présenter ses travaux et ses valeurs au public ou de recevoir des conférenciers profanes. La tenue vestimentaire, bien que simplifiée par rapport aux tenues régulières, reste symbolique et reflète l'engagement des membres.

⁶⁹ Le 27 mai 1968, un meeting important a eu lieu au stade Charléty à Paris, organisé par l'UNEF, le PSU, la CFDT, et d'autres groupes de gauche. Pierre Mendès France, figure historique de la gauche réformatrice, était présent à ce meeting, mais il n'a pas pris la parole. Pierre Mendès France, alors membre de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, a cautionné le meeting par sa présence. En ne prenant pas la parole, il se présentait comme un recours possible et un garant d'un ancrage au centre-gauche. Son rôle était symbolique et visait à éviter une escalade de la violence. La présence de Mendès France à Charléty a été perçue comme une tentative de médiation. Cependant, il n'a pas cherché à prendre le pouvoir ou à diriger le mouvement. Après les événements de mai 68, Mendès France a quitté le PSU en juillet 1968, en désaccord avec les tendances "gauchistes et irresponsables" de ce parti, et a finalement quitté la vie politique active. Selon les témoignages de ses proches et les analyses historiques, Pierre Mendès France voyait en mai 68 une crise institutionnelle et une crise de régime. Il n'a pas saisi pleinement la dimension

Oui, c'est ça, je le pense.

Claude Cheysson : Parce qu'il savait que chez les jeunes, il représentait quelque chose qu'il n'a pas voulu laisser tomber... Enfin, ce qu'il a fait à Charléty est une sottise mais il y a un mythe, c'est très étrange. En tout cas, dès sa chute, dans l'opinion, à mon avis, on ne lui reproche rien. Mais on trouve normal qu'il ait été écarté. Il avait fait le sale boulot, les autres ont fait figure plus normale du club.

Mais sur un point qui est très peu connu que vous avez soulevé tout à l'heure, ça m'a intéressée, qui étaient les très précoces options sur l'idée que la France pourrait se doter d'une arme nucléaire. Je pense que là, il n'y avait que très peu d'initiés qui le savaient. N'est-ce pas ?

Claude Cheysson : Oui, c'est ça.

Mais vous, vous étiez évidemment dans le sérail, vous étiez quand même au courant de...

Claude Cheysson : Je ne savais pas dans le détail, mais je savais qu'il avait pris la décision.

Oui, c'est ça.

Claude Cheysson : Enfin, qu'il avait pris la décision de poursuivre permettant de... mais qu'il avait prise française.

Oui, c'est ça absolument.

Claude Cheysson : Française.

Oui, j'avais évoqué la dernière fois devant vous, effectivement, ces travaux d'historiens qui montrent maintenant que dans l'affaire de la CED⁷⁰, c'est sans doute un élément important de l'attitude d'une partie des militaires. Et je crois que, maintenant, ça vient au jour. Mais, ceci dit, pendant un certain temps, je me souviens avoir posé la question à d'autres personnes ou d'autres personnes qui avaient été dans l'entourage de Mendès. Elles paraissaient ne pas souhaiter qu'on parle de cet aspect. C'était peut-être dans la période où les socialistes étaient dans l'opposition et pas très favorables au programme nucléaire.

Claude Cheysson : Non, mais j'ai eu à parler de ça, tout à l'heure, après votre remarque.

Oui, c'est ça.

idéologique et culturelle du mouvement. Son objectif principal était de contenir la violence et de promouvoir une solution pacifique et démocratique.

⁷⁰ La Communauté européenne de défense (CED) était un projet de création d'une armée européenne, avec des institutions supranationales, placées sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN, qui était lui-même nommé par le président des États-Unis. Dans le contexte de la guerre froide, le projet, qui est esquissé en septembre-octobre 1950, ne devient un traité, signé par 6 États, que le 27 mai 1952. Ratifié par la République fédérale d'Allemagne (RFA ou Allemagne de l'Ouest), la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, le traité instituant la CED est rejeté par l'Assemblée nationale française le 30 août 1954 par 319 voix contre 264.

Claude Cheysson : Mendès ne peut pas imaginer négocier, prendre une position autrement qu'avec force.

Voilà, c'est ça.

Claude Cheysson : Et là où il ne l'a pas, il ne l'a pas en Indochine, il la construit virtuellement.

Oui, ça, c'est très important.

Claude Cheysson : Donc, avant sa visite aux États-Unis, qu'il sait devoir être très difficile, il est important pour lui d'avoir dit ce qu'il aura dit aux Nations Unies qui, évidemment, ne plaît pas aux Américains. Mais il est important pour lui que les Américains sachent que nous allons probablement être en mesure d'avoir notre arme nucléaire, non seulement l'arme nucléaire mais notre arme nucléaire, contrairement aux Anglais.

Ce qui était très audacieux.

Claude Cheysson : Il n'a jamais voulu, si vous voulez, il n'a pas du tout eu une approche anglaise du rapport avec les États-Unis. Vous voyez ce que je veux dire ?

Je vois très bien ce que vous voulez dire. Absolument !

Claude Cheysson : Et curieusement, d'ailleurs, il aura un bon rapport avec les Anglais parce qu'il veut être en position de force et les Anglais ne lui en voudront pas de jouer plus indépendant qu'eux-mêmes ne le font. Et, puis, les éléments sentimentaux, vous savez ! Heureusement, la vie politique, elle comporte des hommes aussi et les souvenirs de la guerre. Et la guerre pour Mendès, ça a été les Anglais, pas les Américains. Nous voilà de nouveau très proches du général de Gaulle, extraordinairement proche.

Oui, c'est ça, extraordinairement proches.

Claude Cheysson : Et ça réapparaît à chaque occasion. Voilà !

Très bien. Voulez-vous que nous poursuivions ? Qu'est-ce que vous souhaitez ? Que nous en restions là ?

Claude Cheysson : Alors, si on finit sur ce que je voulais dire sur la période de l'Afrique du Nord par rapport à ça...

Où alors qu'on parle de Savary, peut-être ?

Claude Cheysson : Donc, Savary, tout naturellement, quand on reprend auprès de lui, quand il est nommé rue de Lille aux Affaires marocaines et tunisiennes, que j'ai continué à suivre à Londres. Mais j'ai gardé des relations personnelles des contacts que j'ai eus. La période avec Savary, c'est principalement la négociation tunisienne qui est pratiquement terminée. Donc, là, on ne joue aucun rôle mais c'est l'accrochage de la négociation marocaine. Le début de la négociation marocaine et, en particulier, pendant que je suis chez Savary, la négociation sur les futures forces armées royales, c'est comme ça qu'on les appelle, qui viennent d'être confiées à un personnage dont on entendra

parler par la suite, qui est le prince Hassan⁷¹ qui vient donc d'être nommé par son père, patron des forces armées royales. Et là, les négociations s'engagent bien devant Dehaim Bouhabid⁷² qui est l'ambassadeur à Paris. Et ça accroche bien, cette affaire. Ceci dit, ça n'a pas duré très longtemps, comme vous savez.

Savary est préoccupé de ce qui se passe en Algérie mais il n'a pas de compétences. Non seulement, il n'a pas de compétences mais on évitera avec soin qu'il s'en mêle, pour des tas de raisons : Savary, sa femme, son lien personnel avec l'Algérie, etc. Alors, arrive cette fameuse nuit de l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella⁷³. On apprend ça à peu près à 8 heures du soir. Et c'est la seule fois de ma vie où j'ai vu Savary perdre complètement le contrôle de soi-même. Il était furieux. Et je me rappelle qu'il s'est précipité à l'Élysée où il y avait un grand dîner en tenue de soirée pour voir le président de la République, le président du Conseil qu'il a dérangé pendant le

⁷¹ **Hassan II**, né le 9 juillet 1929 à Rabat et mort le 23 juillet 1999 dans la même ville, est roi du Maroc du 26 février 1961 à sa mort. Après son père Mohammed V, Hassan II est le vingt-et-unième monarque de la dynastie alaouite, qui règne sur le Maroc depuis le milieu du XVII^e siècle, et le deuxième qui ait porté le titre de roi (malik), au lieu de celui de sultan. Il est l'un des pères fondateurs de l'Union africaine et de l'Union du Maghreb. Son fils Sidi Mohammed lui a succédé sous le nom de Mohammed VI. Appelé Moulay Hassan en tant que prince héritier. Il reçoit, au palais royal de Fès, les premiers enseignements de la science coranique, auprès de professeurs comme Moulay Tayeb el-Alaoui. Il suit sa scolarité au Collège royal de Rabat où il a, durant plusieurs années, Mehdi Ben Barka comme professeur de mathématiques. Il y obtient son baccalauréat en 1948. Moulay el-Hassan est très tôt initié aux arcanes du pouvoir et de la diplomatie. En 1943, il assiste, aux côtés de son père, à la conférence d'Anfa où il rencontre Winston Churchill et Franklin Roosevelt. Cette conférence des Alliés se tenait à la veille de la libération de l'Europe. Son règne fut marqué par des pratiques autoritaires et dictatoriales, un absolutisme total, et des violations des droits de l'homme, en particulier pendant les années de plomb. Une commission fut créée après sa mort, pour enquêter sur les faits, et dédommager les victimes. En 1947, le prince participe au voyage historique de Mohammed V à Tanger et assiste au discours de son père qui, alors qu'il s'était accommodé de façon pragmatique pendant des années du statut de protectorat, prend conscience (sous l'influence de Roosevelt) de la portée des mouvements indépendantistes à travers le monde, réclame l'indépendance du pays, son unité, son intégrité territoriale et son adhésion à la Ligue arabe. Il lance lui-même un appel aux jeunes les invitant à se mobiliser pour la libération. En 1952, il participe au discours du Trône, considéré comme la charte du nationalisme marocain contre le protectorat. L'année suivante, il est exilé avec le sultan en Corse à Zonza, puis à Madagascar, avant de rentrer le 23 novembre 1955. L'indépendance acquise en 1956, son père le nomme chef d'état-major des forces armées royales, il réprime, à ce titre, le soulèvement du Rif avant de le proclamer officiellement prince héritier le 9 juillet 1957. Le 3 mars 1961, à la mort de Mohammed V, Moulay el-Hassan est proclamé roi du Maroc sous le nom de Hassan II.

⁷² **Dehaim Bouhabid** a été nommé ambassadeur du Maroc en France en 1975. Il a occupé ce poste jusqu'en 1977. Son nom apparaît dans la liste des ambassadeurs du Maroc en France après l'indépendance, succédant à Abdessadek El Glaoui. Bouhabid a exercé ses fonctions pendant deux années cruciales pour les relations franco-marocaines. Il a été remplacé par Mohamed Laghzaoui en 1977. Avant sa nomination à Paris, Bouhabid a occupé d'autres postes diplomatiques. Son mandat a contribué à renforcer les liens entre les deux pays, notamment dans les domaines économique et culturel.

⁷³ **Ahmed Ben Bella** était un homme d'État algérien, né le 25 décembre 1916 à Maghnia et mort le 11 avril 2012 à Alger. Il est surtout connu pour avoir été le premier président de l'Algérie indépendante, de 1963 à 1965. Ahmed Ben Bella est né dans une famille marocaine originaire de la région de Marrakech, installée en Algérie. Il s'engage très tôt dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, rejoignant le Parti du peuple algérien (PPA) puis le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Il participe également à la Seconde Guerre mondiale dans les rangs de l'armée française, où il est décoré pour son courage. En 1954, Ben Bella est l'un des neuf chefs historiques du Front de libération nationale (FLN), qui mène la lutte armée pour l'indépendance de l'Algérie. Il est arrêté en 1956 et emprisonné en France jusqu'en 1962, date à laquelle il est libéré après les accords d'Évian. Après l'indépendance, Ben Bella devient le premier président de la République algérienne en 1963. Il met en place une politique de socialisme autogestionnaire et de non-alignement, soutenant les mouvements de libération nationale en Afrique et dans le monde arabe. Il est renversé par un coup d'État militaire mené par Houari Boumédiène en 1965. Après son renversement, Ben Bella est emprisonné puis exilé en Suisse. Il continue à s'engager pour diverses causes internationales, notamment les droits de l'homme et la lutte contre le colonialisme. Il retourne en Algérie en 1990 et continue à militer pour la réconciliation nationale et la démocratie. Ahmed Ben Bella meurt le 11 avril 2012 à Alger. Il est inhumé au cimetière d'El Alia. Son héritage reste marqué par son rôle clé dans l'indépendance de l'Algérie et son engagement pour les causes anticoloniales et les droits de l'homme.

dîner en disant : “ *Ce n’est pas possible, c’est affreux !* ” Il avait compétence parce que c’était un avion marocain, un avion du roi. Mais surtout, il était absolument indigné et, comme vous le savez, ça n’a eu aucune suite. Il y a eu cette nuit-là un échange de coup de téléphone avec Robert Lacoste⁷⁴. C’est Robert Lacoste qui était là.

Grosse faute.

Claude Cheysson : Et avec ce fameux échange : “ *Enfin, tout ça est stupide ! Moi, je suis moins intelligent que vous.* ” Je réponds à Robert Lacoste et le lendemain matin, Savary démissionne.

Oui.

Claude Cheysson : En ce qui me concerne, ça a une conséquence un tout petit peu plus lointaine dont j’ai déjà dit quelques mots. Avec deux amis, l’un qui était conseiller financier en Tunisie avec qui j’étais resté assez lié, l’autre qui avait été recruté par Robert Lacoste pour être son directeur de cabinet au ministère des Finances et que Robert Lacoste avait emmené à Alger quand il a quitté la rue de Rivoli. Il y a été très peu de temps.

Et qui était-ce ?

Claude Cheysson : L’un et l’autre venant d’Indochine puisque le premier avait été conseiller financier au Viêt Nam pendant que moi, j’étais auprès du gouvernement vietnamien, et l’autre était directeur de la Banque centrale au Viêt Nam pendant la même période. À nous trois, on a pondu un papier. Je crois que je vous l’ai donné, une fois.

Vous nous en avez parlé. Est-ce que vous vous rappelez de la date ? C’est un papier dans Le Monde, c’est ça ?

Claude Cheysson : Oui.

C’est un article sur le problème de la question algérienne ?

Claude Cheysson : C’est sorti. Le papier, je l’ai là et il est sorti dans *Le Monde* sur une double page qui rappelait le rapport des hauts fonctionnaires sur l’Algérie. On avait envoyé ce papier avant qu’il sorte dans *Le Monde*, ce qui nous a valu des tas d’ennuis, et c’est comme ça que moi, je suis sorti complètement de tout circuit et parti pour l’Afrique noire. Mais c’est comme ça aussi que des années plus tard, nous retrouverons ça une autre année. Le général de Gaulle m’a fait venir en me

⁷⁴ **Robert Lacoste** (1898-1989) était un syndicaliste, résistant et homme politique français. Il est surtout connu pour son rôle en tant que gouverneur général et ministre de l’Algérie de 1956 à 1958. Né à Azerat (Dordogne), il étudie le droit à l’université de Paris et devient fonctionnaire des finances et militant syndical CGT. Il participe activement à la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale, cofondant le mouvement Libération-Nord et contribuant à l’élaboration du programme du Conseil national de la Résistance (CNR). Il commence sa carrière politique en tant que ministre de la Production industrielle dans le gouvernement provisoire du général de Gaulle en 1944. Il occupe ensuite divers postes ministériels, notamment ceux de ministre de l’Industrie, des Finances et de l’Économie. En 1956, il devient ministre résident et gouverneur général de l’Algérie. Il est un partisan du maintien de l’Algérie dans la République française et promeut une politique de répression contre le FLN. Après son mandat en Algérie, il siège à nouveau à l’Assemblée nationale de 1962 à 1967 et devient sénateur de la Dordogne de 1971 à 1980. Il est également maire d’Azerat de 1945 à 1983. Robert Lacoste est souvent perçu comme un symbole des contradictions de la IV^e République finissante. Son approche ferme envers la guerre d’Algérie et son engagement en faveur de l’intégration de l’Algérie dans la République française ont marqué son héritage politique.

disant : “ Vous devez être bien avec les Algériens, donc je vous propose de prendre le Sahara tel qu’il doit être géré dans les accords des alliés.” Voilà, la fin de la période Savary et ses conséquences ultérieures.

Juste un petit point, j’ai noté que vous aviez eu une conversation assez importante, quand même, avec Bourguiba, l’été 1956. Je crois qu’il était en cure en France et, avant que Guy Mollet⁷⁵ ne le rencontre, vous le rencontrez. C’est un moment relativement important car il est question à ce moment-là, précisément, du trafic d’armes qui se fait au profit de l’Algérie, bien sûr du FLN⁷⁶. Alors, vous avez une discussion assez importante et assez intéressante avec Bourguiba, en lui faisant comprendre que là, il y a quand même un dossier où il est normal que la France maintienne ses exigences en matière de sécurité. Il semble que tout n’est pas pour le mieux en Tunisie. Vous faites part de cette assez longue conversation.

Claude Cheysson : Où est-ce que vous avez trouvé ça ?

J’ai trouvé ça dans une note qui est d’ailleurs publiée, Monsieur. Je vais vous dire ça.

Claude Cheysson : Oui, j’ai un souvenir très vague.

Oui, c’est peut-être un peu plus loin mais je vais vous trouver ça.

Claude Cheysson : Mais je vous dirais que ça ne me surprend pas, parce que Bourguiba était comme ça. Et, à la suite du très bon contact que nous avons eu, enfin, qu’il avait avec Mendès par mon intermédiaire, c’est pour moi ce qui comptait. Il m’a toujours considéré, par la suite, un peu comme je ne dirais pas son fils, mais très proche.

⁷⁵ **Guy Mollet**, né le 31 décembre 1905 à Flers (Orne) et mort le 3 octobre 1975 à Paris, est un homme d’État français. Issu d’une famille modeste et pupille de la nation, il adhère à la Section française de l’Internationale ouvrière (SFIO) en 1923. Il devient professeur d’anglais et s’engage dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, il est élu maire d’Arras en 1945 et conseiller général du Pas-de-Calais. Il occupe également des fonctions ministérielles importantes, notamment comme vice-président du Conseil dans le cabinet Queuille (mars-juillet 1951). Guy Mollet est à la tête de la SFIO de 1946 à 1969. Il forme un gouvernement après les élections législatives, orienté à gauche et dominé par la SFIO et les radicaux. Son gouvernement est marqué par des événements tels que l’expédition de Suez en 1956, qui fut un échec retentissant. Il se rallie au général de Gaulle en 1958 après la chute de son gouvernement en 1957.

⁷⁶ **Le Front de Libération Nationale (FLN)** est une organisation politique et militaire algérienne fondée en 1954. Il a joué un rôle central dans la lutte pour l’indépendance de l’Algérie vis-à-vis de la France, menant une guerre de libération qui a abouti à l’indépendance du pays en 1962. Le FLN est né de la déception collective après les échecs des mouvements nationalistes précédents. Plusieurs figures du nationalisme algérien se sont unies pour former le FLN, reconnaissant la nécessité d’une action concertée. Le 1er novembre 1954, le FLN a été officiellement fondé avec pour but explicite de mettre fin à la domination coloniale française en Algérie. Il a mené une guerre de libération contre la France, marquée par des actes violents tels que des attentats et des assassinats. Il a établi une branche armée, l’Armée de Libération Nationale (ALN), pour mener ses actions militaires. Les dirigeants du FLN, comme Ahmed Ben Bella, ont été arrêtés en 1956, mais les actions contre les Français présents en Algérie se sont poursuivies. En 1962, le FLN a repris un rôle plus politique en ouvrant des négociations pour l’indépendance de l’Algérie. Il a signé les accords d’Évian, qui ont mis fin à la guerre. Après l’indépendance, le FLN est devenu le parti algérien du pouvoir, avec Ben Bella comme premier président de la République algérienne. Il a continué à jouer un rôle politique important en Algérie après l’indépendance. Le FLN prônait un nationalisme panarabe et s’appuyait sur l’islam pour développer une conscience et une solidarité nationales. Ses doctrines anti-impérialistes fondatrices sont restées au cœur de son action même après l’indépendance de l’Algérie et ont influencé sa politique étrangère. Le rôle de libérateur de l’Algérie est resté la pierre angulaire de l’identité du FLN, bien que son influence ait fluctué au fil des années.

Ah, oui. Il ressort dans cette conversation que d'abord, il y a des discussions au sujet de l'évacuation, tout de même, des troupes françaises. Alors, Bourguiba vous dit qu'il est très en forme, qu'il vous apparaît très détendu et, puis, il vous dit...

Claude Cheysson : Oui, ce n'est pas ça l'autonomie interne indépendante.

Voilà, c'est ça, c'est ce moment-là. Alors il dit : " Écoutez, je comprends très bien que les choses vont se faire assez lentement pour, justement, un certain nombre de raisons de sécurité. Mais que voulez-vous ? Faites un effort, vous les Français ! Vous n'allez quand même pas laisser indéfiniment des forces comme ça, présentes à la caserne Kléber, par exemple." Il cite comme ça, il dit : " Écoutez, vous en avez besoin mais mettez-les justement aux frontières. On comprend très bien que vous avez besoin de verrouiller les frontières mais, enfin, faites un geste quand même. Vous n'allez pas laisser toutes ces forces déployées dans Tunis même. Vous voyez ?" Alors, là-dessus, vous ne répondez pas vraiment parce qu'après tout, vous écoutez simplement et, puis, vous enchaînez en disant : " Oui, par ailleurs aussi, il faudrait peut-être que ces questions de trafic d'armes cessent." Voilà, c'est assez intéressant et, peu de temps après, il y aura une rencontre.

Claude Cheysson : On arrive à avoir ce genre de conversations avec Bourguiba. Et d'ailleurs, moi, je ne m'en rappelle pas exactement.

Oui, c'est cela.

Claude Cheysson : Mais il n'avait pas une très grande sympathie pour les Algériens.

Ça se sent à travers cette conversation. On comprend peut-être vos inquiétudes. Oui, c'est cela mais c'est vraiment très remarquable, je crois. N'est-ce pas, Bourguiba ?

Claude Cheysson : Écoutez, l'histoire le montre. Déjà, pendant la guerre, chacun le sait, il avait refusé toutes les offres allemandes qui étaient à ce moment-ci, agréablement séduisantes. D'autres n'ont pas su s'échapper et, pour lui, ça s'est terminé à la Galite. Ensuite, au moment de Mendès alors qu'il n'était rien. Donc, il n'y avait aucune raison de prendre des responsabilités. Il prend ses responsabilités, je vous l'ai dit, le témoignage interne ne suffit pas, mais il faut l'accepter. Ce geste encore qui, pour moi, reste extraordinaire, peut-être parce que j'ai trop connu la décolonisation.

Oui, c'est ça.

Claude Cheysson : Bourguiba, combattant suprême qui, de nulle part, d'aucun poste, recommande aux fellagas de venir rendre leurs armes à l'armée française, alors qu'il n'y avait pas encore d'accord. Sacré bonhomme ! Et après sur le plan intérieur, évidemment, moi je suis très sensible à cela. Aussitôt arrivé en Tunisie, la première chose qu'il met en plan, qu'il met en route, c'est la révision du statut de la femme.

Oui, absolument.

Claude Cheysson : Du code de la famille, etc... que nous n'avons jamais fait en Algérie.

Qui n'a pas été vraiment bien réalisé.

Claude Cheysson : La polygamie est interdite. Il y a une grande montée entre lui et des intégristes, mais il fait passer cela. Et bien une génération plus tard, on en est bien content.

Bien sûr, on voit ce qu'il y a à côté.

Claude Cheysson : On n'a pas le même problème en Tunisie parce qu'il trouve la même manière en Tunisie qu'en Algérie, même qu'au Maroc. C'est un gigantesque bonhomme. Alors, la fin en Tunisie a été pénible. La dernière fois que je l'ai vu au palais, je ne sais pas, c'était moi.

Fin de l'entretien